SAINT-ESPRIT DE CORPS AU SEIN DE LA RADIO CATHO P. 8

3 €

La lettre à LULU

Garanti sans gluten, défiscalisé à la main — irrégulomadaire satirique N° 117-118, novembre 2021

Le rallye des GAZELLES à effet de serre P. 3

LES ÉCOLOS-FAUX-CULS EN MARCHE FORCÉE

Forêts croupions, paquebots trop gros, port fossile, cosmétiques pseudo-végétaux à 100%, rallye qui ne coupe que la clim, hypers qui grande-surfacent et parkinguent à qui mieux mieux, fabricant de fenêtres en plastique et alu, les bonimenteurs de la pseudo-transition respectent la planète en marchant dessus. En marche, toujours.

▸ *pages 2 à 6*

Des zèles pour l'Ouest

L'obsession du vol

La lutte fervente contre l'aérobashing a enfin son étude.

100 % des gens qui ont envie de voyager veulent prendre l'avion au plus près de chez eux. Sans blague. Cette conclusion, d'apparence sérieuse, scientifique même, émane d'un sondage Ifop, pardon d'une « *étude* » en Bretagne et Pays de la Loire et commandée par Des Ailes pour l'Ouest. Ifop, boîte privée, autoproclamée institut, fait son beurre dans le marketing et l'opinion de gens représentatifs. La seconde, une asso obsédée par le trafic libre et non faussé des zincs pétrolés, pérore pour « *une croissance soutenue du Grand Ouest* » et au-delà. À sa tête, Guillaume Dalmard, pilote de Loire, ça n's'invente pas. Quand il ne cornaque pas un cargo dans l'estuaire, il fantasme sur le tarmac triomphant. Le crash du transfert de Château-Bougon à ND des Landes toujours sur l'estomac, Dalmard se pique de balancer un questionnaire téléphonique, sous l'égide de l'Ifop, pour contrebalancer la « *place très importante* » accordée, « *notamment dans les médias* », à des « *discours diabolisant le transport aérien* ». Car après tous ces confinements, M. et M^me^ Duchmol ont « *besoin de se retrouver, envie de voyager de nouveau* », postulate Des Ailes pour l'Ouest. Et hop, cette « *enquête rigoureuse sur les pratiques et représentations des habitants du Grand Ouest à l'égard du transport aérien* » établit ir-ré-fu-ta-ble-ment que « *pour 90 % des interrogés, l'avion est synonyme de voyages, de découvertes, ce souhait est donc largement partagé dans l'ensemble de la population, y compris dans les classes populaires.* » Hein, quoi ? D'un constat bateau, avion, disons plutôt, on fait quasi une étude de marché. Y a du syllogisme dans l'air. Et encore, « *l'un des freins les plus importants au recours au transport aérien – devant même l'impact environnemental de l'avion – est la distance entre le domicile et l'aéroport. En effet, 50 % des personnes interrogées ne souhaitent pas avoir à faire plus de une heure trente en train ou en voiture pour prendre l'avion.* » Les zélés pour l'Ouest devraient étudier des aéroports personnels, avec des pistes traversant le livigroube. On pourrait embarquer en sautant de son 4x4, garé dans la salle de bain. ■

Écoloscopie

Yves Rocher & le secret de la grande pyramide

Mais que maquille donc la filiale américaine d'Yves Rocher ?

Réputée 100 % nature, Arbonne, la filiale californienne du groupe Yves Rocher, étale un naturel trouble, malgré des promesses purement botaniques. Cet été, le sujet a été évité par un parterre nantais de missionnaires très contents d'eux.

La position du missionnaire

Le 8 juillet, l'École centrale de Nantes organise un sommet local des « *entreprises à mission* », un statut né avec la loi Pacte de 2019. Parmi les « *acteurs engagés* », qui déblatèrent sur la quête de sens dans leurs boîtes, le DRH France du groupe Yves Rocher, venu de La Gacilly voisine, prêche pour sa paroisse et son credo : « *Reconnecter les femmes et les hommes à la nature* ». En fait, surtout les femmes, clientes des mascaras, savons et shampoings des marques du groupe. Pour vanter sa démarche trop verdouillette et trop social-friendly, le DRH évoque sans la nommer la filiale Arbonne, basée en Californie, rachetée en 2018, estampillée B-Corp, un label gonflé de responsabilité sociale environnementale. Une médaille en toc pour une société triplement problématique, pour ses pratiques de vente, les constituants des produits et des dérapages pseudo-médicaux. Avec Arbonne, non distribuée en France, le Breton fait de l'Amérique du Nord son deuxième marché, élargi à l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Pologne.

Arbonne vend ses cosmétiques sur le modèle des réunions Tupperware : pas de boutique, rien que des femmes s'improvisant vendeuses auprès de leurs cercles d'amies, mais sans papoter autour d'un thé, juste via les réseaux sociaux.

Pigeonne vole

Pour le big boss Bris Rocher, c'est un « *modèle très humain, très successfull, communautaire et furieusement moderne* » (BFM TV, 02/06/2018). Le hic, c'est que ce modèle commercial de vente en réseau, dit « *social selling* » ou « *multi level marketing* », ressemble furieusement au système en pyramide, mécaniquement voué à l'échec et illégal dans de nombreux pays, France ou États-Unis notamment. Pas du tout, répond régulièrement Arbonne, on vend de vrais produits, pas juste l'objectif de recruter toujours plus de monde. Mais la chaîne sans fin a évidemment des limites. Si chacune doit recruter six personnes, 13 étapes suffisent à dépasser la population du globe... C'est implacable et mathématique. Selon les nombreux témoignages, les nouvelles recrutées, sous statut indépendant, sont moins encouragées à vraiment vendre les produits qu'elles achètent à Arbonne, qu'à rameuter de nouvelles pigeonnes. Elles sont rémunérées pour toute nouvelle recrue, et récoltent 6 % de commission sur les ventes de l'« équipe » recrutée, et de celles constituées en cascade. Le ticket d'entrée est bas : 59 $ pour le kit de démarrage, 35 $ par an, et un fort encouragement à ne consommer soi-même que les produits qu'on vend, plutôt chers. Top du top, une Mercedes blanche est promise en cadeau aux distributrices qui atteindraient le niveau de vice-présidente régionale, bien plus haut dans la pyramide.

Aigris et jaloux

Le dernier rapport annuel annonce 360 000 vendeuses dans le monde. Piégées par une autoexploitation, dans un modèle qui ne peut aller qu'à l'échec financier des nouvelles distributrices enrôlées dans la pyramide.

Face à la justice ou l'administration, Arbonne a dû s'expliquer sur ces pratiques commerciales, les promesses mensongères de ses cosmétiques et soins de peau, poudres antistress, tisanes, compléments alimentaires genre mix de protéines de chocolat en poudre, formule brûle-graisses, le tout réputé sans cruauté animale, sans gluten et sans remboursement.

En mai 2017, un couple de Texans a traîné Arbonne devant un tribunal californien – sans succès –, dénonçant le système pyramidal escroquant des milliers de distributrices, en violation d'une loi fédérale sur le racket et la corruption *. Selon les chiffres divulgués discrètement par Arbonne, 86 % de ses vendeuses n'ont aucun revenu, voire perdent du fric. Selon la plainte, gagner de l'argent en

vendant les produits maison n'est qu'un scenario théorique. Seul moyen : engranger des commissions en multipliant les nouvelles recrues, qui devront elles aussi se payer en dégotant d'autres victimes. Bien loin des promesses de gains faciles servies aux desperate housewives rebaptisées « *ambassadrices de marque* ».

Et Arbonne laisse dire quand des vendeuses arborant la marque prétendent prévenir le cancer avec les produits, ou brûler des calories en garantissant des pertes de poids.

En avril 2020, la *Federal Trade Commission*, agence gouvernementale veillant au droit de la consommation, a tapé sur les doigts d'Arbonne, à la suite de messages de ses vendeuses prétendant que les produits de la marque renforçaient les défenses immunitaires contre le covid. Contre les bobards, un gommage de peau, une crème de jour et un masque de nuit suffiront. ■

Cosette Métic et Hamid Peer

* selon le site topclassactions.com, 2 juin 2017.

Naturel ment

Menée par une université de Pennsylvanie, une étude sur le greenwashing d'Arbonne** a scruté un nettoyant de visage, détectant qu'« *alors que les sulfates, alcools, et l'eau forment la majorité de la formule, tous les composants botaniques mis en avant par Arbonne représentent moins de 2% du produit* ». Le plus important média de défense des consommateurs québécois a quant à lui testé trois hydratants pour le corps Arbonne et y a trouvé « *du phénoxyéthanol, un conservateur jugé toxique pour le sang et le foie par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé* [Ndlr : au Québec]. *Deux d'entre eux renferment aussi des silicones et du cétéareth-20, un dérivé du pétrole. Étonnant, venant d'une marque qui mise sur l'utilisation "d'ingrédients botaniques purs"** ». Mais le pétrole, finalement, ça pousse sous la nature, et le risque, c'est dans la nature des choses. ■

* *Protégez-vous*, 15/10/2019.
** *Villanova environnemental law journal*, 29/12/2020.

Kosmetikel

Maître Rocher sur son arbre perché

Le clan Rocher plante des arbres et médite sur sa fortune.

À La Gacilly, tout est Yves Rocher. La terre, le ciel, la mairie, l'hôtel. Jacques, le fiston d'Yves Rocher, est maire comme son papa. Bris, le petit-fils, est 49e fortune de France(1) et patron du groupe qui pèse 2,75 milliards d'euros de chiffre d'affaires avec sa dizaine de marques (Yves-Rocher, culottes Petit Bateau, crèmes Daniel Jouvance...) et ses 18 000 salariés(2) qui sont tenus d'effectuer une « *marche de la reconnection* » par an, calibrée à 4,6 km, par groupes de dix. En marche !

Le story telling de la société reprend inlassablement la fable du patriarche déscolarisé à 14 ans et ressourcé dans la forêt, source de sa vocation. Ce qui occulte une histoire un peu moins romantique. Yves Rocher a débuté en 1956 en vendant par petites annonces une pommade contre les hémorroïdes, dont il avait piqué la formule à une vieille rebouteuse du cru, mais après une petite dizaine de procès de pharmaciens, Yves est vite passé aux cosmétiques.

Végé-chimique

Basé dans le pays de Redon, depuis rebaptisé « *The Botanical beauty valley*™ », pour faire la pige à la Silicon valley, le groupe Yves Rocher cultive un positionnement écolo de multinationale familiale, rayon industrie cosmétique végé. Enfin, végétale,

c'est vite dit. Il y a aussi de la chimie. *Que choisir* a analysé 2 352 produits Yves-Rocher(3) et a par exemple déniché, dans un gel nettoyant, de l'hydroxyisohexyl 3-cyclohexene carboxaldehyde, parfum synthétique pourtant interdit en Europe. Ces analyses détaillent les composants, détectant souvent des risques significatifs de toxicité ou d'allergies, dans des crèmes solaires, rouges à lèvres, baumes réparateurs et autres « *crème sublimatrice* ».

Le gourou perché

Face à ces malveillances manifestes, il ne reste qu'à sublimer l'affront par la méditation. Inauguré en 2009, fréquenté par des stars de cinoche et de la pipolitique, l'« éco-hôtel-spa Yves Rocher » La Grée-des-Landes distille du bien-être chic et du tantrisme en eaux chaudes. Une nuit avec dîner au resto : de 345 à 1 010 €. Pour implanter le bâtiment sur le terrain, Yves Rocher a sollicité un expert en radiesthésie (une pseudo-science qui prétend identifier les influences des sites sur l'esprit des lieux), pour refiler aux architectes le schéma des forces telluriques et le « *potentiel vibratoire* » du sol. On doit y retrouver un inspiration plus apaisante qu'une crème antirides apulpante de nuit : celle du yogi barbu indien Sadhguru, convié en octobre 2015 à Paris au « Yves Rocher Summit ». Il y a conduit une méditation pour 400 personnes dans l'esprit de son mouvement Isha supposé « *expérimenter l'infinie extase de Dieu* ». Le yogi préféré des cosmetos bretons prétend sans rire avoir guéri de « *la malaria, la dengue, la typhoïde et même le cancer* » en une heure de pèlerinage vers le mont Kailash, lieu sacré du Tibet... Selon lui, l'eau a une mémoire. Et une mère produirait un « type de lait » différent à chaque sein si elle allaite des jumeaux de sexe opposé... Surnommé « *Misogynist baba* » par des médias indiens, tant il cultive l'antiféminisme, le barbu soutient aussi que tout plat préparé lors d'une éclipse de lune ▶

vire poison et détruit les énergies vitales de l'être humain en 28 jours... Le bonhomme incarne la « *vieille histoire de cupidité, de corruption et d'abus du sentiment socio-religieux-culturel pour l'enrichissement matériel* »[4] : les bâtiments de l'ashram édifiés en forêt vierge sans autorisation auraient détruit des écosystèmes. Mais le yogi s'est racheté : il a planté un arbuste à La Gacilly. La Fondation Yves Rocher vénère sur son site ce « *leader spirituel au charisme rare* » et soutient depuis 2007 la fondation Isha de Sadhguru en mettant en avant la plantation d'arbres. Moins consensuelles sont les positions ultra nationalistes du gourou barbu : « *Derrière ses conseils en apparence humanistes et pacifistes, un pensum d'intolérance* » reprenant le mythe de la Grande Inde unifiée, d'Afghanistan au Sri Lanka, « *vieux fantasme de l'Organisation des volontaires nationaux (Rashtriya Swayamsevak Sangh, RSS), une milice suprémaciste hindoue, dont est issu le premier ministre Narendra Modi* » (*L'Huma*, 11/02/2020). Modi a d'ailleurs inauguré en 2017 la statue de Shiva érigée au centre de l'ashram de Sadhguru, un buste de 500 t et 34 m de haut. Le jardin botanique Yves Rocher n'a pas encore sa statue maousse mais accueille régulièrement des sessions de méditation, de yoga et de « *rencontre de votre espace intérieur* » en achetant par exemple une sortie en forêt pour embrasser les arbres et « *transférer ses idées noires dans les pommes de pin* ». Les 30 millions de clientes du groupe dans le monde devraient méditer fort fort fort pour qu'un giga buste d'Yves Rocher soit érigé en granit végétal. ■

Gilbert Bourdon

(1) Classement Challenges des 500 plus grandes fortunes de France 2021.

(2) Sans compter les 360 000 vendeuses « indépendantes » d'Arbonne

(3) Comparatif Substances toxiques dans les cosmétiques - Yves Rocher, *Que Choisir*, 28/10/2021.

(4) « How Sadhguru built his Isha empire. Illegally ». *The Print*, 17/05/2021.

Vroum vroum

Gazelles à effet de serre

Le 4x4 écolo, en plein désert marocain…

Tous les ans, la presse locale présente les participantes au Relais des gazelles, qui trimballe dans le désert marocain des 4x4, des quads et des camions, bardés de logos de sponsors. Neuf jours, 1 200 bornes hors pistes, équipages 100 % féminins, dons charitables à des assos locales. Donc la case humanitaire est bien cochée. Passons sur les parrainages, la patronne du FMI Christine Lagarde, des géants de l'industrie automobile, de l'agroalimentaire, de l'immobilier, des marchands de carburant et de champagne. La touche showbiz avec Yannick Noah en concert de gala à Essaouira. Pour l'édition 2021, 190 équipages ont chacun mobilisé de 30 000 à 35 000 € de budget. Deux doublettes de Haute-Goulaine et Saint-André-des-Eaux en reviennent, un duo de Riaillé vise le départ en 2022. Préparation, entraînement, déplacement sur place, course, retour, toutes les étapes brûlent de l'essence. Une course survolée de bout en bout par des drones et des hélicos, civils et militaires, et à l'arrivée par les six zingues de la patrouille acrobatique de l'aviation royale. Mais attention, le rallye est certifié ISO 14001, la norme des « *systèmes de management environnemental* ». La preuve : « *Plus de douze heures par jour sans climatisation* » (*Ouest-France*, 13/10). Les émissions de CO_2 sont compensées auprès de la Fondation Mohamed VI qui doit replanter un bout de la palmeraie de Marrakech, rongée par les projets touristiques géants, l'urbanisation galopante et les soiffards parcours de golf. Selon la charte du rallye, les bagnoles sont désormais « *plus vertes* » grâce aux constructeurs (la « *voiture verte* », c'est pas un oxymore ?). Un camion incinérateur suit à chaque bivouac pour cramer « *papiers, plastiques, restes de nourriture...* », supposé moins pire que de laisser les saloperies dans le désert... Et « *les bivouacs sont installés loin des villages* » pour respecter faune et flore (on voit pas bien le rapport). Une « *protection des sols est assurée en cas de déversement, huiles, essence* ». Du sable souillé, vite une bâche. Vivement un rallye à pied à Saint-Mars-du-Désert. ■

Nicolas Culot

Cetih pas émouvant ?

Yann Rolland jette sa verdure par les fenêtres

La menuiserie industrielle mène à tout, même à la philanthropie défiscalisée.

Grande nouvelle. Cetih est « *la seule entreprise à mission détenue principalement par une fondation actionnaire (35 %) et des salariés (33 %)* », alléluia. Elle « *ouvre la voie d'un capitalisme utile pour d'autres entreprises* », alléluia. Elle « *conserve ainsi son indépendance, mise au service d'une industrie plus verte* », alléluia. Vibrant plaidoyer pro domo de cette industrie de la menuiserie (220 M€ de chiffre d'affaires généré par 1 300 salariés) qui fabrique des fenêtres en alu et PVC et des systèmes photovoltaïques. Alu, PVC, injection de polyuréthane, pas très *planet friendly*, tout ça. La très énergivore production d'alu, qui participe à la déforestation tropicale pour extraire la bauxite, n'est pas encore en conversion bio, et le PVC et le polyuréthane puisant du pétrole fossile ne risquent pas de dégoter un label locavore. Mais Cetih « *agit vers le zéro artificialisation des sols, notamment en optimisant le chiffre d'affaires au mètre carré* », alléluia. Ça tombe bien, deux de ses sept sites industriels s'étalent : plus 6 000 m² à Roanne en 2019, 6 200 m² à Machecoul les mois prochains.

Une com polarisée

Balancé en pleine Cop26, ce communiqué proche des prêchi-prêcha des shows évangéliques a sa grande prêtresse, Virginie Raisson-Victor, veuve de l'ethnologue médiatique Jean-Christophe Victor, lui-même rejeton de l'explorateur polaire Paul-Emile. Cette Grenobloise, émigrée à Nantes il y a trois ans, dégèle ses réseaux. La retailliste Christelle Morançais l'a bombardée en octobre 2020 à la présidence du Giec Pays de la Loire, version locale Théodule du groupe d'experts internationaux. Et depuis quelques mois, Virginie la « *géopolitologue prospectiviste* » dirige aussi le « *comité de mission* » de Cetih chargé d'émettre avis et recommandations pour éclairer la lanterne des dirigeants. Déjà aux anges, elle loue « *l'audace* » du menuisier industriel qui « *ouvre la voie d'une convergence, nouvelle en France, entre capitalisme et altruisme* », alléluia encore, ajoutant : « *Nous ne sommes pas dans une comptabilité des impacts mais dans une réflexion en profondeur, pour insuffler un changement et améliorer concrètement les pratiques* », alléluia toujours.

Jamais mieux servi

Pour ceusses restés terre à terre, le « *fonds de dotation philanthropique* », créé en mai et basé dans un immeuble cossu du 7e arrondissement parisien, est désormais le principal actionnaire de Cetih. Le fonds a été baptisé Superbloom, sous titré « *Fonds Rolland pour l'éducation à la vie* ». Rien que ça. Son créateur, Yann Rolland, 68 ans, ancien boss de Cetih, est aussi ancien président du Medef 44, de l'aéroport, de l'École de design, ancien trésorier de la chambre de commerce, ancien conseiller municipal nantais UMP sur la liste de la très droitière Sophie Jozan en 2008. En toute modestie, Superbloom a pour ambition de soutenir des projets orientés « *éducation et femmes en situation de précarité, notamment à travers des actions favorisant la conscience du lien à la nature* ». Mais, comme le fonds chargé de financer un tiers de l'hypothétique Arbre aux hérons, Superbloom est d'abord un outil de défiscalisation, offrant une réduc d'impôt sur le revenu, 66 % des sommes versées « *dans la limite de 20 % du revenu imposable* », précise sans rire le texte ministériel. Yann Rolland a bien investi son fonds de dotation, se cédant à lui-même 80 % de son capital au sein de Cetih, dont il est l'actionnaire majoritaire à 50 %. Une générosité sans limite, à l'en croire : les dividendes perçus de Cetih seront exclusivement destinés au mécénat et aux assos solidaires. Rolland conserve directement 10 % du capital de Cetih et les dividendes qui vont avec. De quoi faire converger capitalisme et altruisme. ■

Prosper Bloomshit

50 nuances d'engrais

Yara victime d'attaques à coups de mots forts

Communauté d'agglomération de Saint-Nazaire et autour, la Carène fait les gros yeux à Yara, l'usine d'engrais qui brave les sanctions et continue à cracher ses merdes dans l'eau et en l'air. C'est Claude Aufort, vice-président chargé d'écologie [et maire de Trignac], qui s'y colle. Attention, prévient la presse, « *les mots de l'élu de l'agglomération sont forts* » (*Presse-O*, 20/09). Éloignez les enfants... Citations : « *Nous exigeons, sans délai, le respect strict des normes pour les rejets dans l'atmosphère, dans l'eau, dans les sols. Les sommes des astreintes restent dérisoires. Ces mesures sont trop faibles au regard de la puissance du groupe Yara et ne produisent pas les effets attendus* ». Et l'État « *doit amplifier les contrôles et ses sanctions* ». Après avoir défié pendant des années les « *mots forts* » des services de l'État, préfets, sous préfets et maires, Yara l'engraisseur doit pétocher face à la virulence de l'admonestation. ■

Rita Soleil

Lors de la foire commerciale de Béré, à Châteaubriant, les organisateurs ont respecté la vieille tradition de prier Sainte Rita dans l'église voisine. La statue en bois est réputée « *patronne des causes désespérées* ». Et, miracle, il n'a pas plu pendant les quatre jours. Le climat déréglé ? Foutaise. La météo est surtout très influençable. ■

Arrête ton char

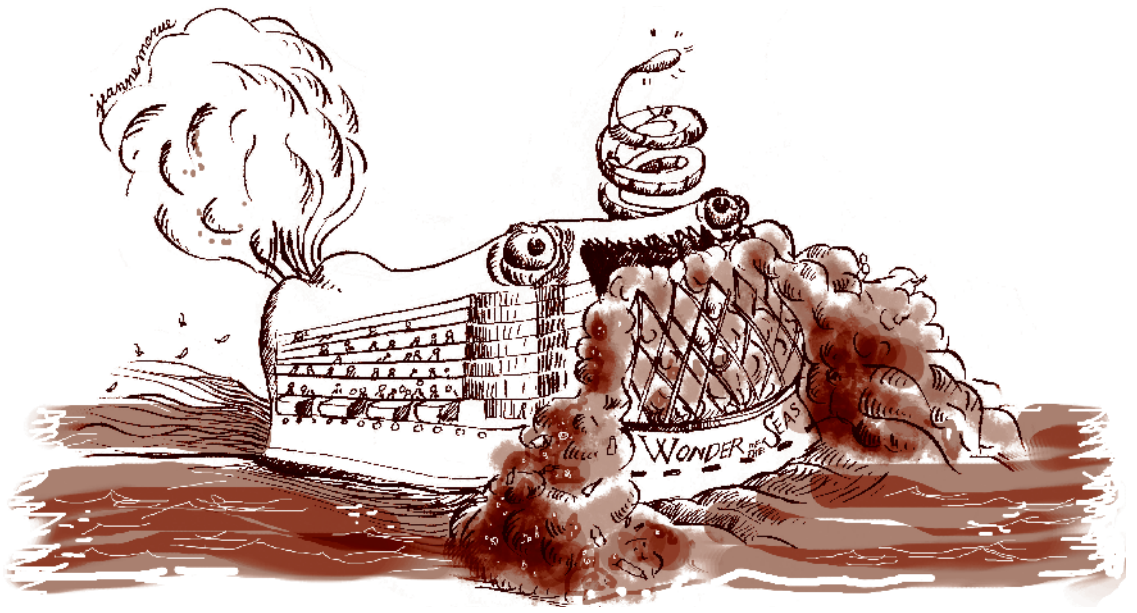
À Trans-sur-Erdre, la transition énergétique, on verra ça le siècle prochain.

Le spectacle historique *Dans la nuit, liberté* a récupéré comme figurant un vrai char Sherman d'époque. Le hic, c'est que le bouzin de 35 tonnes biberonne « *450 litres d'essence à l'heure* » (*Presse-O*, 03/09). Faire rouler un blindé, normal que ça coûte une blinde. ■

Pas de géant

Paquebots merveilleux

Les immeubles à croisière de plus en plus balèzes. Malaise.



Fierté française, l'industrie nazairienne a lancé son dernier fleuron, un monstre (prononcer « géant ») déguisé en merveille des mers : le *Wonder of the seas*, 362 m de long, haut comme un immeuble de 20 étages, est le plus gros paquebot du monde. *To big to fail*, comme les banques réputées infaillibles ? Immatriculé à Panama, port d'attache Shanghai, il pèse 237 000 t à vide, avec 2 867 cabines pour 9 300 personnes à bord, dont 2 300 membres d'équipage. Pour mémoire, en 1912, le *Titanic* portait 3 300 passagers, équipage compris. La course au plus gros a deux moteurs : le profit et la concurrence entre armateurs dominants. La logique : embarquer un max de clients, baisser le prix du billet, encourager les dépenses à bord des gogos. Le chantier nazairien livrera en octobre 2022 le *MSC Europa*, du même tonneau : 333 m de long, 22 niveaux, 8 900 personnes à bord. Première commande d'une série de quatre pour cet armateur.

Devant tant de démesure, les assureurs toussent, et les paquebots géants ne sont pas les bienvenus dans les ports, ni dans la lagune de Venise ni à Marseille ou Barcelone... Ne parlons pas du bilan carbone (construction, exploitation, démantèlement 40 ans plus tard). Motus sur la sécurité incendie avec des populations entassées sur 18 niveaux. Glissons sur la pétoche d'une évacuation de 9 300 naufragés, la gestion des situations d'urgence (souvenir de 2012 du *Costa Concordia* – 290 m seulement – dont le renflouement à coûté 1,5 milliard d'euros aux assureurs maritimes...). Si pépin ou épidémie, ça craint côté sécurité sanitaire de ces petites villes en huis clos, clusters bien repérés avec le covid (le *Diamond Princess* bloqué un mois au Japon en février 2020, une bonne partie de ses 2 666 passagers covidés, tous mis en quarantaine forcée). « *Ces risques sont accentués par la climatisation générale de ces navires qui favorise l'expansion des maladies à bord* », note le rapport du Cerema* de janvier 2021 sur le gigantisme des navires. Le document de 62 pages tire la sonnette d'alarme : « *Les conditions d'assistance et de sauvetage apparaissent plus compliquées et dangereuses pour les grands navires. Le plus grand danger lié aux vies humaines concerne les paquebots. Impossible en effet d'évacuer tous les passagers d'un navire géant. Le bilan humain est l'impact le plus significatif pour les navires géants (avec des indemnisations pouvant être très élevées notamment si des passagers montent un collectif pour attaquer le propriétaire). Le risque de panique avec interférence sur les opérations de sauvetage est d'autant plus élevé qu'il y a de passagers...* ». Seule issue, la croisière individuelle en bouée canard à dix mètres du bord. ■

Tosca Conficelia

*Centre d'expertise des risques, de l'environnement, des mobilités et de l'aménagement (Cerema), établissement public dépendant du ministère de l'écologie

Pistoches à gogo

Si les coulisses cachent soigneusement les buanderies et cuisines, un paquebot, c'est une énorme galerie marchande, des casinos, des rades et des bouis-bouis chics, accessoirement des cabines. Outre une cinquantaine de petits arbres et des plantes en pot, ses 20 restos et 35 bars à température réglée par la clim', dont un comptoir avec un robot préparant les cocktails, le *Wonder of the seas* est doté d'un simulateur de surf *indoor*, d'une fosse aquatique profonde de 5,40 m pour amateur de plongeons, de trois toboggans aquatiques dégringolant du pont 18 au pont 15, d'une scène-patinoire pour show, de quinze piscines. Quel plaisir d'aller dans les mers chaudes des Caraïbes [au-dessus en fait], pour se baigner dans de l'eau chlorée ! ■

L'envers du merveilleux

Le *Wonder of the seas* embarque 272 tonnes de bouffe par semaine. Et crache chaque jour 1,9 million de litres d'eaux usées et 19 tonnes de déchets solides. Une machine compacte chaque semaine 2,5 m³ de bouteilles d'eau en plastoc. D'autres presses broient barquettes alu, bouteilles en verre, cartons... Le navire dit brûler à bord une bonne part de ses déchets, affectant 24h sur 24 dix personnes à la gestion d'une méga usine interne cramant ces rebuts divers. Les 36 cuisines servent les 20 restos qui regorgent de restes de bouffe, des tuyaux aspirant ce magma jusqu'à l'incinérateur dans les tréfonds du mastodonte flottant. La compagnie défend cette brûlerie de boustifaille non mangée en expliquant que réduire ses déchets par le feu implique moins de poids à trimbaler, donc moins de carburant consommé (Marineinsight.com, 29/01). Selon le Cerema, « *des déchets en importante quantité sont broyés et rejetés à la mer pour certains, débarqués pour d'autres. Ils nécessitent d'être conditionnés ou incinérés à bord, ce qui exige un traitement supplémentaire des fumées d'incinérateurs. La hausse de la taille des paquebots augmente la pollution de déchets en cas de sinistre (meubles et objets variés) comme cela a été le cas avec le* Costa Concordia ». Sans oublier qu'un paquebot est lui-même un futur méga déchet. ■

Le mot à la con du mois

« Forêt urbaine »

Au secours, les arbrisseaux envahissent la ville par paquets de dix.

A Trignac, face à la galerie commerciale, en novembre, une « *forêt* » façon lilliputienne est née. Sur 300 m². Un peu plus d'un tiers d'un terrain de handball ! Nantes, l'ex-capitale verte européenne, n'y échappe pas. On trouve de tels îlots de verdure baptisés « *forêts* », sur 200 m², au Clos-Toreau et square Pilleux, plantés depuis 2018, souvent par des écoliers du quartier avec l'assistance du service des espaces verts. Les loupiots y plantent des jeunes pousses de deux ans, forcément riquiquis. Faut attendre trois ou quatre ans pour que ça ressemble à un fourré qui pousse sans besoin de désherber au pied. Mais il faut vingt ans pour un boqueteau bien feuillu. Dans le monde d'avant, il n'y a pas si longtemps, on appelait ça un square, un bosquet, un jardin public. Les mots n'ont plus de sens. Une touffe d'herbe devient forêt. Un buisson, une petite Amazonie...

Ce genre de confetti vert est dénommé « *forêt urbaine participative* », mini ou microforêt, ou *tiny forest* – c'est plus chic – par l'association MiniBigForest, basée aux Sorinières. Sa mission : « *renaturer l'homme et renaturer la Terre* ». Tout simplement. Des assos de ce genre fleurissent à Paris, Bordeaux, Lyon, Toulouse, Mulhouse, inspirées de la méthode d'un botaniste japonais dont les résultats escomptés laissent sceptiques les agronomes : « *Une microforêt n'est pas une forêt, c'est au mieux un oxymore, au pire un moyen de se donner bonne conscience sous couvert de science* »*. Ils voient plutôt ces efforts de végétalisation comme un concept « *plus marketing que scientifique* », une étude faisant état « *de 61 à 84 % de mortalité des arbres douze ans après la plantation* ». Sans nier un intérêt pédagogique pour les écoliers, le très consensuel Inrae estime que ça coûte trop cher au regard des résultats.

Une telle plantation a servi à redresser le bilan carbone d'une usine automobile Toyota en Inde en 2008**. Les multinationales en mal d'image, la fondation Maisons du Monde et Veolia ont soutenu la première fausse forêt aux Sorinières, dans le parc de l'hôtel quatre étoiles de la très chic Abbaye de Villeneuve. Le cabinet nantais de conseil en management Exeis, qui finance le bosquet de Vertou, exploite le filon pour souder son personnel, envoyant deux de ses salariés en avion deux jours à Madère en novembre pour « *courir pour la reforestation* », chaque kilomètre parcouru payant un arbuste.

L'asso MiniBigForest a un projet à Clisson sur 300 m², à Vallet sur 500 m². À Saint-Sébastien, sur un hectare, c'est en fait un square avec du gazon et des arbres dessus, des bosquets (dits « *zones de boisement densifiés* ») en triangle et des jeux pour mômes. Déjà financé par les fondations EDF et Roche-Bobois, le projet sur la pelouse du collège de Basse-Goulaine cherche d'autres mécènes en veine de grinouachingue. Au risque de prendre des volées de bois vert. ■

Kirikou Fourré

* « Méthode Miyawaki : pourquoi les "microforêts" ne sont pas vraiment des forêts », *The Conversation*, revue soutenue par l'Inrae, 24/02.

** « The Man Who Has Created 33 Forests In India », *Bangalore First*, 09/12/2014.

Sans transition…

Le port fossile en cure de désintox

Le trafic a dégringolé. Problème : charbon et pétrole s'évaporent. Et le gaz reste volatile.

PATATRADABOUM ! Le grand port va perdre en 2021 un tiers de son tonnage annuel, chutant à moins de 20 millions de tonnes, contre 28 Mt en 2020 (déjà en chute de 8,7 % vis-à-vis de 2019). Tout ça parce que le charbon disparaît (la centrale de Cordemais vouée à fermer), que le pétrole est en panne (la raffinerie de Donges à l'arrêt de décembre 2020 à mars 2022) et, pire, que le gaz, perturbé par les marchés mondiaux, pourrait se faire la malle. Olivier Trétout, le directeur du port, feint de le découvrir : « *Cette année est révélatrice de la nécessité de revoir notre modèle économique* ». Selon un autre dirigeant du port, « *chacun est inquiet du fait que notre port, qu'on croyait solide, est vraiment menacé dans son équilibre* » (*Ouest-France*, 14/10). Sans blague ? Ça fait des années et des années que les journaux maritimes soulignent la fragilité bien connue du trafic dépendant aux trois quarts, au mieux aux deux tiers, des énergies fossiles, charbon-pétrole-gaz.

L'énergie de bonne guerre

Une vieille histoire qui aurait dévolu à l'estuaire une fonction énergétique carbonée depuis l'import massif de coke à la création de l'arsenal d'Indret en 1777. La guerre, ça a du bon : le port à charbon s'implante à Donges en 1917. La raffinerie de Donges suit en 1928, le terminal méthanier en 1976. L'après-guerre a aussi du bon, la raffinerie de la basse-Loire desservant les troupes américaines en Allemagne, avec un pipeline créé en 1956 depuis Donges traversant la France jusqu'à Cologne.

Accro aux fossiles

En 1972, les hydrocarbures pèsent 81,4 % du trafic du port autonome. En 2004, le schéma de développement économique alerte : « *Énergie : une dépendance ?* ». Pas vraiment l'avenir, ce genre de trafic. En 2015, le directeur du port de l'époque lâchait pourtant, bravache : « *On ne s'inscrit pas en rupture. La dépendance aux énergies fossiles, il faut en faire un atout* ». Deux ans plus tard, un autre dirigeant : « *La transition énergétique, c'est bien beau mais ne nous tirons pas une balle dans le pied. Surtout qu'on a la chance d'avoir les trois filières, gaz, charbon et pétrole! Ces trafics énergétiques ont permis le développement du port…* »**. Un an avant, toujours le directeur du port : « *Les importations d'hydrocarbures sont à la baisse, il s'agit là d'une tendance lourde* » (*Plein Ouest*, 01/04/2014).

Les warnings clignotent en continu depuis des années, en fait. Avec effet stroboscopique ces derniers temps. En novembre 2020, un rapport du Ceser, conseil économique, social environnemental de la région, rappelle que les hydrocarbures sont condamnés, le charbon tout de suite, le pétrole à moyen terme et le gaz à suivre : « *Le Ceser pointe le risque d'un déclin à long terme* » (*Lettre API*, 16/10/2020). En septembre 2021, la Dreal rend une note sur les transports alertant de l'activité portuaire en pleine décroissance subie : « *Au deuxième trimestre de 2021, le trafic extérieur du Grand port maritime s'est élevé à 4,03 millions de tonnes (-48 % par rapport au 2e trimestre de 2020). Il s'agit du plus faible volume de trafic depuis au moins 1990 et du quatrième trimestre consécutif de baisse.* » Avec un trafic qui coule, va falloir des bouées. Le rapport annuel du port est bien truffé du mot résilience, ça n'a pas l'air de suffire. Si on perd l'or noir, vivement le retour de la traite négrière. ■

Patrick Poudamné

* « Le port fossilisé », *Lulu* n°90-91, décembre 2015.

** « Portuaires, foi de charbonniers », *Lulu* n°96, avril 2017.

Une transition transie

Le port acteur dégagé de la transition énergétique.

EN EXAMINANT le projet stratégique 2021-2026 du port de Nantes Saint-Nazaire, l'autorité environnementale a toussé en septembre dernier : 18 des « *30 objectifs spécifiques* » de la stratégie ne lui ont pas été soumis pour évaluation alors que les projets d'aménagement de l'espace impliquent à l'évidence des « *enjeux environnementaux (pollution éventuelle de sol ou liaisons avec les villes)* », tout en minimisant les risques naturels et le changement climatique. Le port, dont les performances et les classements sont liés au tonnage annuel, reste dans une perspective productiviste. Si les hydrocarbures lui ont donné le statut de quatrième port français, les engrais et ammonitrates, et les tourteaux de soja transgénique servant l'agriculture du passé, sont bienvenus pour le score à la tonne. L'autoproclamation du port, « *acteur engagé de la transition énergétique* », sonne creux. D'autant que l'autorité environnementale a moqué sa démarche Zan, « *zéro artificialisation nette* », quand persiste « *l'aménagement d'un foncier disponible conséquent réparti à Montoir (100 ha), Cheviré (50 ha), le Carnet (110 ha), auquel s'ajoute la libération probable de 30 ha, à l'issue de l'exploitation de la centrale à charbon de Cordemais projetée au plus tard en 2026, ainsi que la reconversion du parc à charbon, etc.* ». Productiviste, expansionniste mais en déclin. Un concept à décliner. ■

Arche so !

Biodiversité à comparaître

Soutenir la faune mécanique, c'est bon pour la com.

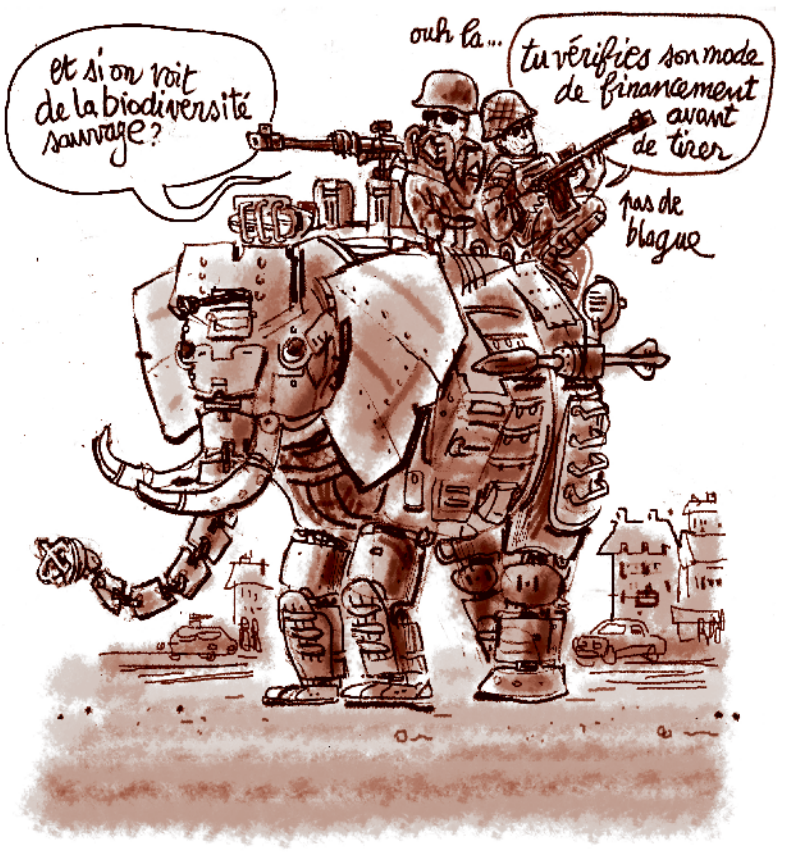
CE N'EST PAS un projet d'arbre factice géant, c'est une arche. Noé n'a qu'à bien se tenir. L'arbre aux hérons, ce fantasme de faux arbre tout en ferraille avec des bouts de plantes dessus, poussant sur une fausse terre*, ne serait rien moins qu'une « *Arche de la biodiversité* ». C'est ce qu'a soutenu François Delarozière lors de l'annonce du budget à 52,4 millions d'euros. La biodiversité, grâce à un mastodonte d'acier, et quelques bestiautomates mécaniques… Non, sérieux ? Son comparse Pierre Oréfice insiste : l'éléphant mécanique à balcons latéraux œuvre déjà pour la biodiversité, au plan mondial, Les Machines soutenant l'ONG marseillaise « Des éléphants et des hommes », qui finance au Laos la protection de ces lourdauds en voie d'extinction, en misant quand même sur le tourisme de curiosité éléphantesque. La contribution vient des visiteurs nantais qui achètent un billet en acceptant d'arrondir le paiement au chiffre supérieur. Un don, un geste de bonne conscience, extorqué en douceur aux clients, les Machines assurant doubler la mise.

Au lancement de l'opération en 2017, « *L'#Éléphant de #Nantes pour sauver ceux du Laos* », l'objectif affiché était de refiler 30 000 € par an à la cause**. Quatre ans après, et même avec les années d'avant covid (2019, année record pour les Machines), on en est loin. Interrogé par *Lulu*, un responsable de l'ONG corrige le tir : « *On a une convention qui prévoit 60 000 € sur trois ans. On en est à la moitié. Ça participe à la reproduction des bébés éléphants et à la logistique de la conservation : salaires des gardes forestiers, primes de risque, pièges-caméras, GPS, drones, fuel pour les véhicules…* ». La charité biodiversitaire carbure donc au pétrole. Quant on pense qu'on a fait croire que le fric collecté était « *reversé aux vrais éléphants* » (*Ouest-France*, 14/09/2017). Les poches gonflées de dollars, les vrais pachydermes en barrissent de reconnaissance. ■

Donald Trompe

* substrat composé de granulats non triés (grains de moins de 0,315 mm) issus de carrières, sable (20 %) et terreau (10 %).

** En année normale, Les Machines, partenaire parmi bien d'autres, apporte 2,5 % du budget de l'ONG, annoncé à 800 000 €/an.



Rivière en toc

CARRIÈRE Miséry, une rivière artificielle devrait séparer le jardin extraordinaire et l'emplacement du projet l'arbre aux hérons. Le faux cours d'eau est à l'étude (*Presse-O*, 21/10). Après l'artificialisation des terres, voilà celle des eaux. Le surf parc à vagues mécaniques de Port-Saint-Père est tombé à l'eau. Le jardin extraordinaire a déjà sa fausse cascade à pompes. Là, c'est le pompon. Pompons, pompons… ■

Sous premiers de corvée

BALAYER les trottoirs, désherber les parterres, arroser les plantes, « *le travail n'est pas très enthousiasmant* » soupire Alexis, 16 ans (*Ouest-France*, 24/09), mais il y a la thune de ce dispositif « argent de poche »… Un sacré pactole : ces ados de Saint Aubin-des-Châteaux ont palpé 15 € par demi-journée de trois heures de taf. 5 € de l'heure, c'est un peu moins que les 500 € par mois pour 80 h de formation du nouveau « Contrat engagement jeune » de Macron ciblant les 16-25 ans. À 5 € de l'heure, le dispositif « argent de poche » apprend au moins la paie au lance-pierre. L'an prochain, ils casseront des cailloux. ■

L'enfant du Paridis

Un grand surfaceur à parkings

Paridis parodie l'urbanisme vert. Nantes, la ville qui aime se faire leclerciser.

La métropole déroule le tapis rouge à l'hyper Leclerc Paridis et sa galerie marchande, qui s'étalent déjà sur 23 000 m². À la manœuvre, le puissant clan Fourage. Le beau-père, Joseph, ancien boucher, décédé en 2016, a été l'un des barons richissimes de l'enseigne. Le gendre Pierre Chartier est aujourd'hui à la tête de l'empire patrimonial qui comprend aussi Leclerc Atlantis à Saint-Herblain. En bas de classement des 500 premières fortunes de France*, l'héritier Pierrot réussirait presque à faire passer son juteux projet d'agrandissement maousse pour une opération philanthropique, Johanna Rolland et de son équipe louant par avance un « *quartier mixant habitat, bureaux, services et commerces, vivant tout au long de la journée et favorisant une ville des courtes distances* », avec « *des espaces publics de qualité* », et « *pensé pour répondre aux enjeux climatiques et environnementaux* ». Bref, un PA-RA-DIS, on vous dit.

Merci partner !

Du côté du Perray vont pousser façon Simcity près de 100 000 m² de bâtiments supplémentaires (soit autant que la surface cumulée des 26 aires de stationnement de l'aéroport). Le projet détaille 40 000 m² voués aux tiroirs-caisses, 32 000 m² aux burlingues, et 25 000 aux logements. Tout bénef pour le trio formé de généreux investisseurs : Chartier, Leroy-Merlin et la Compagnie de Phalsbourg, spécialiste de ce type d'opération. Les 2 400 places de parking existantes ne suffisant pas, on en ajoutera 2 000. Du stationnement dit « *optimisé* » car en silo. On oubliera le baratin des « *80 % du territoire urbanisé apaisé* » au profit des piétons et vélos – objectif officiel de la bourgmestre – dans un quartier déjà bouchonné six jours sur sept. Serinée à tout bout de champ, la nécessité de « *reconstruire la ville sur elle-même* » a vraiment bon dos. Le dossier décline comme il se doit une touche impressionniste verte avec 3,5 ha de verdurette déployée « *autour de l'eau et l'arbre pour lutter contre les îlots de chaleur et favoriser la biodiversité* ». Un paradis automobile sans oasis, impossible !

Pup fiction

Cet énorme tas de ciment et d'euros prétend même défendre l'intérêt public. La preuve, la métropole a recours à un Pup, « Projet urbain partenarial », un outil financier issu d'une loi de 2009 dite de « *mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion* ». Ce dispositif juridique très souple, bien dans l'air de ce temps ultra-libéral, fait participer les investisseurs aux équipements, leur faisant cadeau en retour de la taxe locale d'aménagement sur une période pouvant couvrir dix ans. L'opération a des airs de remake du Yellopark concocté par le promoteur Réalités et le boss du FC Nantes, présumé hautement innocent – jusqu'à preuve contraire – de toute évasion fiscale, tout comme la famille Mulliez, proprio de Leroy-Merlin.

Ce Pup est bien plus souple que la procédure usuelle de Zac, zone d'aménagement concerté. La collectivité met en avant la manne de 11,2 M€** à récupérer auprès du trio pour l'enfouissement des lignes à haute tension et le réaménagement des espaces publics... Soit 112 € du mètre carré autorisé. Tout juste de quoi se payer un plein d'essence pour son 4x4 hybride pare-bufflé à la station-service route de Paris. En comparaison, le mètre carré dans l'habitat neuf se négocie dans le coin à 5 000 € et davantage.

Chartier, un maître carré

Outre les habitants, cette farce de « *renouvellement urbain* » roule dans la farine le voisin Carrefour, 18 500 m² à un jet de caddie, qui misait sur une extension avec un projet quasi jumeau. Bon ok, les Moulin, Diniz et autre Arnault, familles milliardaires actionnaires de la chaîne, s'en remettront. Carrouf a même discuté avec la Société Générale voisine, si jamais la banque voulait déménager son centre de titres et son millier de salariés. Présenté en février 2021, le projet associe Carrouf à Altarea (ex-Cogédim) pour « *transformer ces zones commerciales en nouveaux quartiers mixtes, vivants et animés, qui insuffleront une nouvelle dynamique à ces territoires et recréeront de la valeur économique* ». Sauf qu'il n'y aura pas de place pour les deux voraces prétendant faire le bien de l'humanité et du quartier. Le plan local d'urbanisme métropolitain recommande à l'horizon 2030 quelque « *20 000 à 25 000 m²* » de surface de commerce supplémentaire dans le secteur. Moins que ce que vise Leclerc Paridis seul. Avalisée par les élus, sa goinfrerie ne laisse carrément pas un corner supplémentaire à Carrefour. ■

Vanessa Paridas

* 465e en 2012, 473e en 2018, mais absent du classement *Challenges* en 2021. Tu faiblis, Pierrot.

** Nantes métro en escomptait 19,4 M€ avec Yellopark à La Beaujoire.

Scaouest : le bien-être-ensemble

L'œuf en chocolat, instrument de cohésion pour plateformistes de Leclerc.

« Cultur'Sca », c'est une démarche lancée en 2018 pour le « *bien-être au travail* » ruisselant sur les 850 employés de Scaouest, la centrale logistique basée à Saint-Étienne-de-Montluc livrant une cinquantaine de magasins Leclerc de neuf départements de l'Ouest. L'an passé, les bienheureux salariés de la Scaouest ont été régalés de crêpes à la chandeleur, d'œufs à Pâques et de brins de muguet en mai, « *et ce malgré les circonstances sanitaires* ». Une immense générosité rognant malheureusement un peu le chiffre d'affaires annuel d'1,6 milliard d'euros. L'épicier ne précise pas les avantages fiscaux de sa philanthropie qui vise à « *définir les valeurs de l'entreprise, construire une culture d'entreprise forte et ancrée dans le quotidien, et fédérer les salariés autour d'une ambition partagée* ». Autre signe d'humanisme débordant et désintéressé : les achats chez Festifruits, qui fait trimer des handicapés à Saint-Pierre-sur-Dropt (47), ont grimpé de 14 % en 2020, pour un montant de 54 557 € et quelques pépins. Pas à dire, une RSE grandement distribuée. ■

Stratégie du chocolat

Comme ailleurs, les magasins U de Loire-Inférieure ont rappelé des lots de pains au chocolat « *en raison d'un risque de présence de corps étrangers (...) pouvant provoquer un risque de blessures ou d'effets indésirables en cas d'ingestion* » (actu.fr, 06/10). C'est affreux, la panique alimentaire se mêle de racisme, banalisant même le cannibalisme de cadavres fourrés dans des viennoiseries industrielles. Ce monde est fou. ■

Tourisme du foutur

Gestion du tourisque

Nantes se cherche une assurance touriste. Début septembre, un colloque a étalé les peurs.

Le tourisme craint un brin les lendemains. Depuis la Suède, le *flygskam*, la honte de prendre l'avion, s'est répandue dès avant le covid qui a tout bloqué : zingues cloués au sol, frontières fermées, peur de tomber patraque loin de ses pénates, quarantaines, tests obligatoires... Conviés à un colloque par le Voyage à Nantes à la cité des congrès, les pros du tourisme voudraient se convaincre de « *continuer à inventer l'avenir* ». pas sympa avec ceux qui l'invitent, le sociologue Rodolphe Christin prône un « *marketing de la sobriété nécessaire* », affirmant qu'« *on ne peut plus touristifier* » quand « *les grands projets inutiles sont contestés* ». Avec un type pareil, on ne va plus pouvoir arboriser en (hé)rond. Même le tonitruant consultant américain Doug Lansky évoque « *l'arbre aux hérons qui se fera, ou pas* »... Un ange passe.

Le trop plein régulé par l'appli

D'autres intervenants masquent mal un certain mépris de classe envers le tourisme de masse et le « *touriste abruti* ». Le surtourisme décrié à Barcelone ou Venise ? Certains croient mordicus à une « *gestion des flux* » par le numérique, des applis et plateformes régulant la foule en indiquant que les attractions majeures, aujourd'hui, c'est complet et mieux vaut réserver pour plus tard ou aller ailleurs. Mais si les gens viennent juste pour se bourrer la gueule et se foutent des musées, de l'aquarium ou d'accéder à la Sagrada Familia, souligne l'élu barcelonais à la tribune... Réponse sous forme de formule à la gomme : « *La ville peut avoir des touristes, mais les touristes ne peuvent pas avoir la ville* ». On est bien avancés... « *Le tourisme est exponentiel et a des impacts probablement incontrôlables* », lâche Aurélie Péneau, directrice marketing au Van, chargée à chaque table ronde de conclusions brèves, dénommées « *capsules* ». Ce qui lui a valu le surnom sexiste de « Capsulette » décerné par l'animateur des débats Jean Viard, sociologue retraité (72 ans) et socialo viré macroniste.

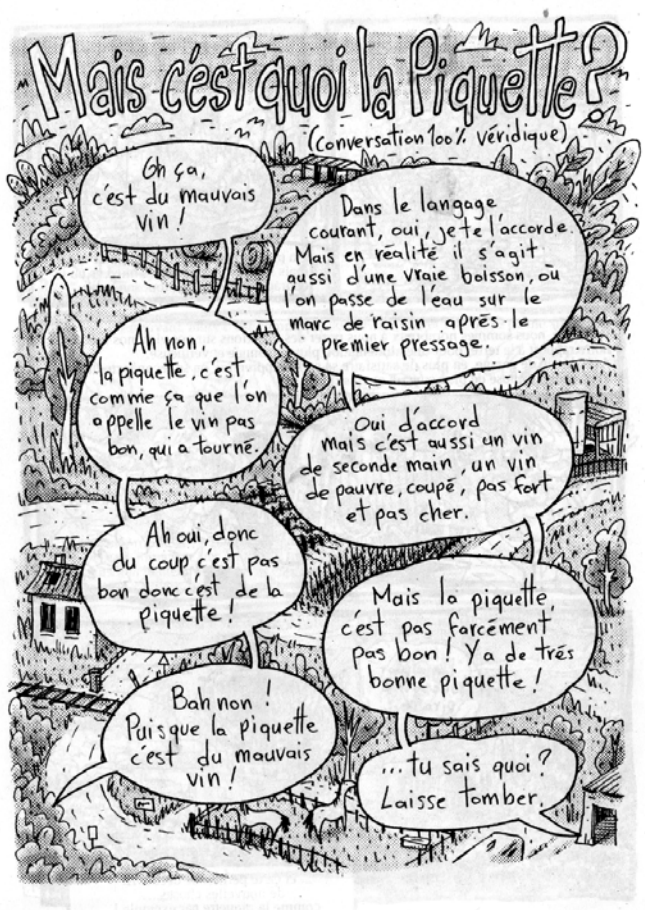
Révérences et courbettes

Un colloque, en apparence, c'est un échange d'idées, un débat, des invités à écouter. C'est aussi un objet de com pour la puissance invitante, le Voyage à Nantes, un moyen de renforcer son prestige, y compris avec des révérences d'invités polis. Tous les intervenants remercient avec force courbettes le Van, vantant cette ville de Nantes « *tellement expérimentale* », certains tutoyant Blaise, eu égard à leurs nombreuses invitations précédentes. « *Ici, on a acquis une certaine tolérance à l'art* », lâche l'un d'eux à la tribune. Tolérance ? Voire… Le projet d'arbre aux moucherons butte sur l'opposition politique, de la droite, des écolos et d'une part de la population. Mais Jean Blaise rêve d'élargir l'été pour passer au « *Voyage à Nantes permanent* ». Le fantasme des quatre saisons pleines.

Vertus et poncifs

Une table ronde cause tourisme vertueux. Un philosophe très content de lui y assène quelques clichés gentillets, niveau mauvaise copie du bac : « *Le voyage permet de se transformer* » et « *de devenir plusieurs* », « *La rencontre, c'est la découverte de l'autre qui est en moi* », « *loin de chez soi pour se rapprocher de soi* », « *Le voyage c'est comme un mojito, c'est une synthèse d'ingrédients* ». On se sent tout de suite plus intelligent. On a droit aux concepts de comptoir, *slow travel*, éloge de la lenteur, tout en vantant les destinations lointaines « *outils d'apprentissage du monde* » pour ne pas « *céder au repli identitaire* » et autres poncifs. S'adapter, oui peut-être, mais dans l'immédiat retrouver les flux taris. Le tourisme international fauteur de 8 % des émissions mondiales du gaz a effet de serre (avant covid) ? Motus. Les tour operators, pros du marketing exotique et logisticiens du voyage sont déjà assez sinistrés comme ça. Qui ne tourisque rien n'a rien. ■

Séraphin Clampion



Rendez-vous de vignerons «alternatifs» et autres vendangeurs amateurs, cette fête dans un cadre bucolique fut l'occasion pour eux de se rencontrer, échanger et surtout déguster !

PIQUETTE CACAHUÈTE *Ces pages sont extraites du fanzine « Adventices » qu'on peut commander à <adventices@mailo.com> pour les lire dans le format d'origine et découvrir d'autres récits. Tous les bénéfs servent à acheter à manger pour une cantine de rue.*

Baule-qui-peut

Pétoche sur le remblai

2021, estivalus horribilis à La Baule, envahie par des barbares fumants.

L'ÉTÉ devait être plus que calme à La Baule, grâce à l'invention d'un « plan Vigiplage » cumulant les renforts d'une compagnie entière de CRS saisonniers, soit 80 flics en plus des effectifs normaux – dont 30 municipaux armés de tasers –, l'embauche de maîtres-chiens privés, d'« *agents de sécurité privée qui arpenteront chaque nuit la plage* » et d'une brigade équestre de deux canassons policiers. Il s'agissait pour le maire Franck Louvrier de protéger « *les Baulois de cœur* » surtout contre les gens de « *Nantes, où l'insécurité explose* » (*La Baule +*, juillet 2021). Échec : l'été à La Baule a charrié son lot d'angoisses, avec ces regroupements sauvages à répétition de salauds de jeunes, la nuit (les fourbes), sur la plage. Des fiestas intitulées « projets X » et inspirées d'un film américain de 2012, fête d'ados qui dégénère. Les dégâts ont été énormes : des grains de sable lâchement foulés aux pieds par des vandales en sandales, 300 à 500 par nuit. Pire, on a déploré « *quatre tables de pique-nique* » déplacées de la terrasse d'une paillote de luxe au bord de l'eau, et une chaise portée disparue (mais sans dispositif alerte-enlèvement) selon un des « *restaurateurs excédés des soirées sur la plage* » (*Ouest-France*, 16/07) qui vont chaque matin travailler « *la boule au ventre* » sans savoir comme ils vont retrouver leur chaises. Sans parler de l'« *image négative* » de la station prout prout qui a déjà édicté des arrêtés antichicha (une obsession, ce narguilé, très socialement ciblé), anticonsommation d'alcool et limitation de vitesse des scooters des mers, avec une bonne raison : « *La sécurité des biens et des personnes, résidents comme estivants, est ma priorité* » a dit le maire le 19 juin. Ce qui s'ajoute à la déjà vieille prohibition de la torse-nudité dans l'espace public. Pornichet a adopté les mêmes interdits, le maire, outré, dénonçant même « *des citoyens avec des comportements sur les plages totalement inadmissibles* » et plus précisément déboulant sur le sable « *avec des barbecues* ». (*Presse-O*, 14/07). Inadmissable, effectivement. ■

Yves Météo

Louvrier éradique la misère

Foin de fin de mois anxiogène chez le cumulard.

MAIRE de La Baule, vice-président de la communauté d'agglo et du conseil régional, Francky Louvrier touche environ 6821,40 € d'indemnités cumulées, soit six fois et demi seulement le seuil de pauvreté… Un affront. Il va désormais y ajouter les honoraires de « senior advisor » chez Teneo, rattaché au bureau parisien de cette société yankee de relations publiques et de conseil. Son carnet d'adresses d'ex-conseiller com de Sarkozy pourrait s'y monnayer plus de 16 000 € par mois, selon une estimation déjà datée (*Les Échos*, 09/11/2015). Mais peut-être au prorata de sa disponibilité d'intermittent du business. Avant d'être élu à La Baule, Louvrier a dû lâcher son poste très discret de dircom de la ville de Nice, détaché et plénipotentiaire à Paris. Début 2021, il a supplié le préfet de surclasser La Baule (16 000 habitants selon le recensement) dans la catégorie 80 000 à 150 000 habitants, ce qui doublerait presque ses émoluments de bourgmestre. Si vous avez des bons de réduction dans les supermarchés, pensez à lui faire une enveloppe. ■

Radio infidélité

Le saint esprit de corps

Radio Fidélité a défidélisé (viré) son dirlo sans un mot pour les victimes de sa libido.

La radio catho a renvoyé fin juillet son dirlo sans ébruiter le motif : harcèlement sexuel signalé par deux témoignages, une stagiaire et une salariée. Un audit interne d'un mois a été confié à un cabinet parisien. Pour expliquer le licenciement, la parole officielle a tourné autour du bénitier, sans nommer les méfaits de l'hétérosexualité prédatrice. Le 6 septembre, trois mois après l'éviction du directeur, le conseil d'administration s'est fendu en interne d'un mail aux 150 bénévoles. Dans cette note, que *Lulu* s'est procurée, il n'est nulle part question de sexisme, d'abus ou de harcèlement, juste d'un vague « *comportement tel qu'il suscite plusieurs signalements circonstanciés et convergents de personnes diverses* ». On le voit, c'est d'une clarté biblique. Et pas le moindre mot, pas l'ombre d'un soutien moral, psychologique, aux victimes. Rien. Même pas un cierge. Renvoyées aux ténèbres, voire à leur repentance...

Circonspection préservation

Le message demande une « *circonspection vis-à-vis de tout jugement hâtif* » et de « *ne pas oublier les limites induites par la discrétion indispensable à la préservation du devenir de toutes les personnes concernées* ». Un prodige de langue de buis. En résumé, on ne vous dit rien, mais motus quand même. Pour l'extérieur, pas un mot.

Le recrutement d'un remplaçant est lancé à la mi septembre, « *Nous vous tiendrons au courant au plus vite. Il sera alors temps de se tourner vers l'avenir avec le soutien de l'Esprit Saint* », explique la note sibylline.

Main courante

Il a fallu fouiller le calice et la lie pour voir le diable et ses détails. Le premier signalement est le fait d'une jeune stagiaire ayant alors enregistré une main courante au commissariat. Une salariée en arrêt maladie fera son témoignage juste après. Les dirigeants de la radio sont alors très, très embêtés, un an après l'émission passée sur leur antenne évoquant « *la libération de la parole des victimes d'abus sexuels commis au sein de l'Eglise depuis 1950* » et juste avant les conclusions du rapport Sauvé, certes sur la pédocriminalité dans l'église, alors qu'il s'agit ici d'adultes et de laïcs, mais dans le même cadre très catholique et onctueux.

Si tout le monde est dans ses petits souliers, le président de l'association se raidit dans ses bottes. François Alègre de La Soujeole, général de gendarmerie à la retraite, révère saint François de Salle pour son « *tempérament fougueux et son côté colérique* », vénère le maréchal Foch de la grande Boucherie de 14-18, ce « *chrétien convaincu, qui assistait à la messe tous les jours à l'état-major. Ce n'est pas un hasard s'il a conduit à la victoire les forces alliées...* » (Radio Fidélité, 21/06/2019)

Pandore en chef, Soujeole a commandé en 2012 les désastreuses opérations César contre les zadistes de ND des Landes. Cette fois, face à l'ennemi intérieur de la radio chrétienne, pas question de s'enliser. Mais il y a l'évêché qui subventionne, la réputation à ne pas éclabousser, la crédibilité de l'antenne à sauver. La croisade contre le mal interne adopte la plus absolue discrétion.

L'ex-directeur est entré comme bénévole en 1998, responsable de l'antenne en 2007 puis dirlo en janvier 2015. « *Du genre charmeur, à se vanter qu'aucune femme ne lui résiste...* », chuchotent en revanche d'anciens salariés. Selon lui, sa lettre de licenciement pour faute ne mentionne aucun motif. Il lui paraît d'autant plus facile de contester ce « *licenciement inapproprié* » devant les prud'hommes.

Dissonnant et trébuchant

Quand *Lulu* lui parle d'agression sexuelle, il ne s'insurge pas, ne dément rien, glisse posément pour donner sa version : « *en dissonance croissante* », il a été dégagé, n'étant « *pas raccord avec l'orientation de la radio* » en phase de droitisation.

Le gendarme général qui a passé en septembre la présidence de l'asso à Vincent Combeuil – ancien journaliste, six ans au Medef 44 comme délégué général – finit par céder au harcèlement téléphonique de *Lulu* : « *L'affaire a été traitée dans les règles rigoureuses du droit du travail. Un président d'association n'est pas un procureur. Seuls des juristes peuvent qualifier les faits, au regard du code du travail, ou du code pénal. Nous ne voulions pas d'accord amiable du type rupture conventionnelle. Mais nous ne voulions pas non plus le laminer, l'écrabouiller. Outre les deux signalements, il y a eu d'autres éléments sur les comportements inappropriés qui ont généré des souffrances lourdes. Oui, ça a libéré une parole, mais pas dans les proportions du rapport Sauvé qui, lui donne le vertige...* » Sans céder au vertige, il a donc opté pour le service minimum. La prévention à l'avenir ? Rien du tout. Le droit du travail comme seul garde-corps.

Un administrateur lâche : « *Je ne sais pas si l'affaire est close. J'honore et je respecte celles qui ont osé nous prévenir. L'enquête et les vérifications ont été menées par des professionnels, on a pris la décision en conséquence en protégeant toutes les personnes, y compris le salarié qu'on a licencié. Il n'y a pas eu de dépôt de plainte au pénal. Je ne suis pas juge, je ne souhaite pas qu'on aille au-delà* ». L'au-delà, ça fait une éternité que les juristes n'y vont pas. ■

Don Camisolo

Sex and drugs...

and dessous de manteau.

Pourquoi jeter l'opprobre sur un petit artisan de la relance de l'économie informelle ? L'ancien directeur diocésain tombé pour trafic de drogue fin 2017* a été condamné à 15 mois avec sursis. D'accord, pas vraiment pour des « *consommations lors de soirées festives* » annoncées par la presse (*Ouest-France*, 27/02/2019). Rien de très mondain. Client de jeunes prostituées, 59 fois en un peu moins de deux ans (*Ouest-France*, 07/10), il les régalait de coke, d'héro, d'ecstasy et de cannabis qu'il achetait sous le manteau dans les quartiers populaires, mais aussi d'ordis et de téléphones portables. Mais pas d'hosties de deuxième main, assez peu demandées dans l'écosystème des escort girls. ■

* « Sainte Cocaïne, priez pour lui », *Lulu* n° 104, avril 2019.

La main dans le lac

Pornic soit qui mal y pense

Au-dessus des Alpes, fricoti-fricota avec l'extrême droite.

Il a le falzar au ras du nez, le maire de Pornic, tant il s'est fait remonter les bretelles par son opposition sur un projet foireux de jumelage avec Omegna, un patelin du Piémont italien. Le coin a l'air sympa : il y a même un joli lac. En conseil municipal, l'opposant Antoine Hubert a rappelé que cette ville est « *clairement affiliée à une coalition d'extrême droite : la Ligue du Nord-Forza Italia et Fratelli d'Italia* ». Donc clairement raciste et homophobe, entre autres. La très à droite adjointe au jumelage Christiane van Goëthem a tenté l'esquive : « *Rien n'est signé, ça n'est qu'un projet.* » Un projet pourtant bien engagé. Il y a deux ans, Jean-Michel Brard s'est déplacé chez son nouvel ami néofacho décomplexé, sans que personne ne bronche. Brard, qui a vendu des ustensiles de cuisine avant de devenir maire, n'en est pas à une gamelle près. Il jure qu'il ne savait pas, tente de minimiser : « *Je suis d'accord avec vous mais, d'un autre côté, le maire d'Omegna, je l'ai vu deux heures* » (*Courrier du Pays de Retz*, 01/10), et prétend qu'un jumelage implique la population, pas l'équipe des élus qui, elle, peut changer. En oubliant que de nombreuses communes ont gelé tout échange ou même coupé court à leurs jumelages, notamment avec des villes polonaises ayant voté des arrêtés anti LGBT (La Gazette des communes, 04/03/2020). Six de ces cités polonaises ont même été exclues par l'Union européenne de son programme de subventions aux jumelages (*Slate*, 02/08/2020). Pour cultiver ces amitiés franco-italiennes, vivement un mur antimigrants, de la Côte de Jade au Piémont. ■

Benito Pornulini

LATULULULU?

Ligne blanche

France Bleu Loire-Océan, 1er octobre 2021.

Réveil difficile pour Pascal Bolo. Pressé de répondre sur une fusillade quartier du Breil à Nantes (trois blessés), l'adjoint à la sécurité dégaine : « *C'est la faute au consommateur : son petit joint et sa petite ligne de coke...* ». L'inspecteur Bolo n'est pas du genre à faire donner la poudre.

Lustucrustacé

JDD, 10 octobre 2021.

Allergique aux homards, François de Rugy voudrait bien casser les pinces à Johanna Rolland : « *Elle est capable de parler trois quarts d'heure sans notes, mais sur le fond, elle n'a pas de vision pour l'avenir du territoire. Elle parle la même novlangue qu'Anne Hidalgo.* » Avec son parcours sinueux, de Génération écologie à EELV, passant par Écologistes !, puis le Parti écologiste pour poireauter avant de rejoindre le PS, glissant enfin avec allergies et bagages à LREM, de Rugy ne connaît qu'une langue, celle du serpent.

Impérialisme pâtissier

Presse-O, 19 octobre 2021.

La maire de Bouguenais est devenue marraine d'un feuilleté « *à la crème d'amandes et à la rhubarbe* » baptisé « Imperial Nignon ». « *Quand j'ai appris que la maire de Bouguenais se nommait Impériale, je suis tombé sur le cul !* » lâche le chef pâtissier. Une histoire de cul suffit pour passer à la postérité.

La preuve par l'illisible

Pornichet infos, 26 août 2021.

La construction voisine a monté un mur de brique de 9 m au ras de leur jardin. Comment avoir laissé passer un tel permis de construire ? Les riverains ont écrit au maire Jean-Claude Pelleteur, qui s'en est contrefoutu dans les grandes largeurs. Mais la forme de la lettre ouverte l'a fait bondir. Diffamation ! Procès. Scrogneugneu. Raté. Tout s'est effondré au tribunal : « *48 des pièces produites par la ville de Pornichet étaient illisibles.* ». Vous me copierez 48 000 fois : « *Je n'écrirai pas de document illisible* ».

Tirez la chasse

Presse-O, 23 septembre 2021.

Tous ces gens en tenue orange, c'est pas des évadés de Guantanamo, juste des chasseurs en manif, à Redon. Ceux de La Plaine-sur-Mer ont été en délégation à ce « *rassemblement qui n'a provoqué aucune provocation* ». Rectification : les chasseurs n'étant pas des pros, le rassemblement n'a voqué aucune vocation.

Chiffre rond

Ouest-France, 15 mai 2021.

Contre la grossophobie, les concours des miss rondes assument de ne pas être dans les standards de la beauté féminine. Habitant à Nort-sur-Erdre, Magaly Bourgouin a été élue Miss ronde univers 2021. Un univers radin : le vote du public obligeait à faire un don en ligne, 5 $ minimum, mais ça n'a récolté que 215 $, reversés à un refuge pour animaux. Ça fait 45 votant·es ou on sait pas compter ? Va falloir passer à l'intergalactique pour une somme plus rondelette.

Parechoc

Tolérance héros

Opération breloque sur le plastron de vieux combattants.

Le 11 novembre amène toujours au pied des monuments aux morts des remises de médailles aux anciens combattants. À Paimboeuf, trois types ont reçu la médaille de bronze de la défense nationale assortie d'un ruban spécial « essai nucléaire », pour avoir fait péter des bombinettes à neutrons (dix à vingt fois plus puissantes qu'à Hiroshima) au Sahara et à Mururoa. Où ces exploits n'ont laissé, comme chacun sait, que de bons souvenirs. À Pornic, un ancien d'Algérie s'est fait épingler la médaille militaire sur le poitrail. Sa gloire : s'être fait trouer la carcasse dans le djebel. Blessé seulement. Le médaillé est un ancien du 11e régiment parachutiste de choc. Le fameux « 11e choc » créé par un certain Paul Aussaresses, celui qui plus de quarante ans après la guerre d'Algérie, brisera la loi du silence en assumant la pratique de la torture sous ses ordres. C'est curieux, un pays qui persiste, plus d'un demi-siècle après, à honorer comme des héros des petits soldats du colonialisme guerrier et de la répression féroce. C'est curieux un pays qui refile des breloques à ces petits héros mais ne leur demande pas d'aller témoigner dans les salles de classe. Sans doute pour éviter que leurs dépositions ne fassent école. ■

Allergie au bled

Menant l'opposition nantaise, la sénatrice LR Laurence Garnier ne lâche pas sa marotte sécuritaire. Avec des accents très coloniaux, tendance pied noir, dénonçant de « *nombreux groupes de blédards* » qui seraient en embuscade au sortir des boîtes de nuit (*Presse-O*, 14/09). Blédard : un euphémisme pour ne pas se faire traiter de raciste ? Vivement que la sénatrice retrouve le code de l'indigénat. Ceci dit, c'est très ambigu comme terme. Selon le *Larousse*, un blédard était « *autrefois, un soldat en campagne dans les régions d'Afrique du Nord* ». Elle insulterait pas les militaires, la sénatrice, là ? ■

Josso bucco

Toubib or not toubib

La députée coupe-faim alimente le lobby des pseudo-médecines.

Twitter est cruel. Après avoir rencontré un brave toubib et vanté son action, la brave députennis Sandrine Josso s'y fait alpaguer : « *Vous avez touché combien pour faire ce publireportage ?* ». Sandrine Josso a posé le 6 octobre avec Alain Toledano, médecin à la tête de l'institut Rafael (du nom de l'ange Rafael, réputé « *archange de la guérison* »...), un établissement privé positionné sur l'accompagnement postcancer. « *Félicitations à lui, je soutiendrai son projet, car sa cause est juste* » poste la députennis en faisant, photo à l'appui, la promo des deux bouquins de Toledano, *La musique pour dépasser le cancer* et *La maison de l'après cancer*. L'institut Rafael a ses crédos : la « *capacité d'autoguérison* » du corps par le chant « *après vingt minutes de respirations, les yeux fermés* », ou le « *massage ayurvédique* [qui] *peut s'insérer à tout moment dans le processus de guérison du patient* », et la musicothérapie pour « *harmoniser et vitaliser les cellules et les différents systèmes du corps, immunitaire, respiratoire, sanguin, endocrinien* ». L'institut de l'ange prône toute une para médecine chantée, massée, jouée pour « *aller sur la dimension de l'âme et pas uniquement traiter les patients avec des médicaments* »*.

Agence anti Miviludes

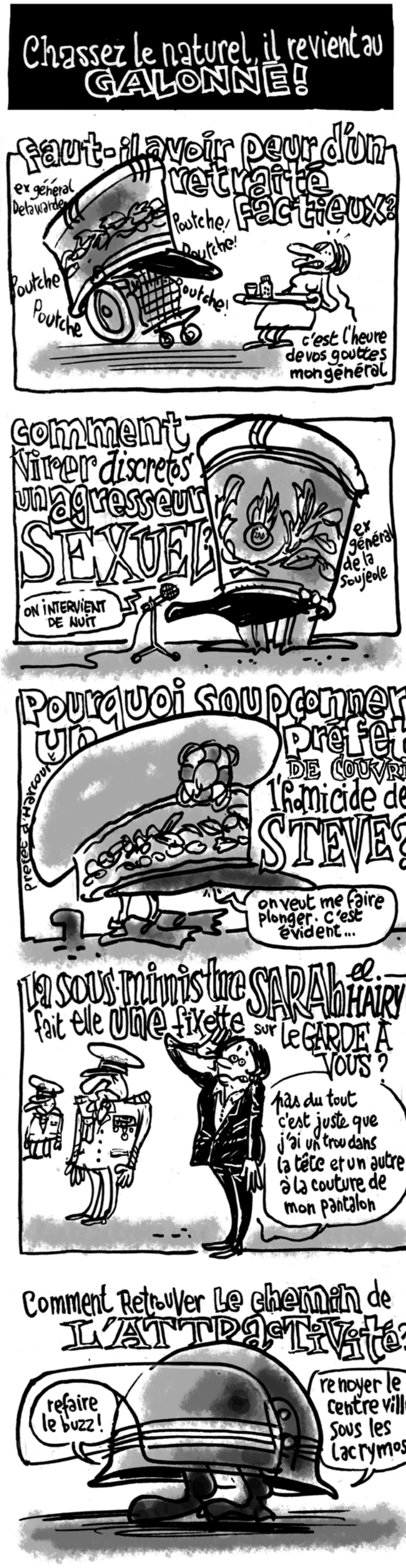
Toubib radiothérapeute très branché spiritualité, Tolédano est un pilier de l'Amca, la très stratégique Agence des médecines complémentaires et alternatives, dont « *le projet est d'avancer vers la légitimation de pratiques non reconnues par les instances de santé, et jugées problématiques par l'OMS l'Organisation mondiale de la santé et la Miviludes, Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires* » (communiqué de la LDH, février 2021), et « *l'institutionnalisation de pratiques non éprouvées, voire dangereuses* » (*Marianne*, 19/04). Une officine très controversée. « *Ne laissons pas un lobby de pseudo-médecines devenir une agence gouvernementale !* » (*Le Figaro*, 11/04), titre la tribune répondant au projet de faire de l'Amca une autorité à statut aussi officiel que la Miviludes, histoire de contrebalancer le poids de ces pénibles empêcheurs de dériver sectairement.

Avant d'être députennis, madame Josso s'était autoproclamée « *nutritionniste comportementaliste* », arborant des diplômes qui n'en étaient pas. Sa petite affaire ayant fait faillite, elle a vendu des gélules coupe-faim pour le labo privé Oligosanté, lors de stages pour perdre du poids*. Maintenant qu'elle s'est dotée d'un poids politique, elle nourrit le lobby des pseudo-médecines. ■

Duncan Cercopitek

* « Le médecin de l'âme. Dr Alain Toledano interrogé par le rabbin Didier Kassabi », youtube, 11/07.

** « La députée petit poids », *Lulu* n° 97, juillet 2017.



Oubliez pas l'amnésie

Les anciens combattants d'Algérie de Guérande revendiquent avec emphase le « *devoir de transmettre aux jeunes générations* », refusant que tombe dans l'oubli une guerre « *au cours de laquelle 30 000 jeunes sont morts* » (*Ouest-France*, 15/10). Mais ces trente mille macchabées, c'est juste le chiffre des Français, civils et bidasses. Ce qui oublie les Algériens restés sur le carreau, et c'est pas rien : 250 000 en retenant les estimations les plus basses. Les jeunes générations n'auront droit qu'à une ration de l'histoire. ■

Snuances de gris

Quand elle ne fait pas la promo du SNU, le projet de service militaire pour ados, la sous ministre de la jeunesse Sarah El Hairy fantasme le français comme arme de conquête économique mondiale, maintenant que les rosbifs sont brexités : « *Nous avons une langue très riche qui a une énorme capacité à lever les foules. Par exemple, nous avons le tutoiement et le vouvoiement (…) alors que le monde d'aujourd'hui se fracture entre le noir et le blanc, en oubliant les nuances.* » (*La Baule+* n°208, octobre 2021) Tu vouvoies l'tableau ? ■

Néoconspi

Le retraité kaki voit des juifs partout

Visitez La Grigonnais, son calme, son vieux bidasse antisémite et factieux.

Pas gêné, l'général. Colonel toute sa carrière dans les chasseurs alpins et la légion étrangère, promu général à l'ancienneté quand arrive l'exploit héroïque de l'heure de la retraite, Dominique Delawarde cosigne avec 61 généraux au rencard la tribune des généraux dans *Valeurs Actuelles*. C'était en mai dernier, le jour anniversaire du putsch d'Alger*. Il a eu en juin, en toute courtoisie, la visite de *Presse Océan*, qui a dressé de lui le portrait patelin d'« *un général "factieux" bien tranquille* ». Le bidasse s'y amuse du qualificatif factieux, et de sa convoc devant le Conseil supérieur des forces armées pour manquement à son devoir de réserve. Le galonné hors d'âge qui vit à La Grigonnais « *dans son jardin lové dans la campagne* » (*Presse O*, 09/06) voit la France menacée par « *l'islamisme et les hordes de banlieue* ». Entre autres.

Général, nous voilà !

Appelant ses collègues d'active à défendre la patrie en danger, à s'élever contre son délitement, son déclin, sa déliquescence, et autre faits délictueux au regard de l'ordre national, Delawarde est depuis passé dans le collimateur de la justice pour propos antisémites. Il a resservi à la mi-juin sur C News une énième version du complot juif, à mots pas vraiment couverts. Mots insistants mais en veillant à ne pas prononcer ceux qui fâchent. Un peu lâche, le bidasse. S'adressant à un chroniqueur, il lui balance « *ce lobby que vous connaissez bien* ». Ce qui lui vaut la réponse « *Qui ?* », blague virale, vite devenue lourde d'allusions antisémites, reprise par des manifestants antipass. L'ancien du renseignement militaire se disant expert de la guerre de l'information dénonce le lobby juif dans les médias, « *la meute médiatique dont on sait qui la contrôle* ». Pas à son coup d'essai, il a déjà signé plusieurs textes marqués par un antisémitisme tenace, versant analyse froide, prorusse, opposé tant aux USA qu'à Israël. En 2018, il reprend une thèse développée par un ami d'Alain Soral, évaluant à 2 000, parfois 3 000, les prétendus agents dormants au service du Mossad mobilisables au sein des instances dirigeantes en France.

Autre généralité

En 2018 encore, l'état major militaire débaptise une promotion de Saint-Cyr portant le nom d'un général antisémite, mariant haine des bolcheviks et des juifs et suspecté d'avoir, avec son réseau de militaires anticommunistes, formé la partie militaire du groupe d'extrême droite la Cagoule. Sur ce désaveu hiérarchique du nom de la promo, Delawarde a son idée, repérant le même « *lobby parfaitement identifié* ». Joe Biden, pareil, suppôt du même lobby, écrit-il sur le site complotiste du réseau Voltaire, voltairenet.org, où il publie souvent.

En juillet dernier, sur le site conspirationniste Réseau international, Delawarde coche bien des cases du parfait petit complotiste, avec son article « *Sociétés secrètes, État profond, lobbies, covid-19* », versant comme preuve à ses dires une chronique de Zemmour sur RTL. Si ça se trouve, le jardin « *bien tranquille* » du général est dans un état profondément secret dont on sait qui le contrôle. Bien tranquillement. ■.

Alcazar Dourakine

* 61 généraux pour la date du 21 avril 1961, ils sont trop futés, ces gusses.

Certation

Zola sur tapis vert

Urbanisme de quartier. Les jeux sont faits. Rien ne va plus.

Place Zola, Chantenay. Rumeurs de chamboule-tout urbanistique, réaménagement, immeubles... Réunion publique le 20 octobre. À l'entrée, on reçoit un ticket numéroté. « *Allez table 2, on va tout vous expliquer* ». Sur la table, des plans de la future place et des images, bancs, lampadaires, arbustes, balançoires, poubelles, arrosoirs, pommes, carottes… Autour des dix tables, le jeu pour mômes fait un bide. L'adjoint du quartier Ali Rebouh redonne la règle : « *Je me réjouis des échanges pour avancer dans les ateliers…* » Flop. « *La mairie veut construire avec les citoyens mais nous n'avons aucune info. Par contre, vous savez où nous trouver pour les élections !* » dégaine la table 8. Ça agace Thomas Quéro : mossieur l'adjoint « *à la forme de la ville* » s'accroche à son mix « *dialogue citoyen-concertation-avis participatifs* » lancé depuis septembre 2019. Tac au tac : « *Les ateliers à 25, c'est pas représentatif.* » Ali Rebouh veut pacifier : « *Rien n'est acté, rien n'est ficelé* ». Bien avancé, le projet est pourtant en phase trois, suivant le scénario garanti sans ficelles. Pour le représentant du collectif Zola, la mairie s'est assise sur leurs idées d'aménagement : « *Notre travail n'a jamais été présenté et nous attendons encore votre retour. Vos ateliers, c'est des artifices de communication. Vous cédez au lobby de la voiture !* » Pour l'urbaniste du projet, le marché est maintenu, le parking réduit de 200 places, peut-être payant. Tollé dans la salle. « *Je n'ai ni garage, ni place de stationnement. Comment je fais ?* » « *Et le camion pizza, treize ans que Jérémie est là, et vous le virez... Tous ici, on veut le garder.* » « *Procédure de mise en concurrence*, rétorque Ali Rebouh, *on voulait pour lui une activité plus pérenne.* » (!) L'urbaniste tente la séduction : « *La place sera verte, animée, avec une guinguette. On a pensé à un espace réversible, piste de tango par exemple* ». Tollé. Idem quand elle dénigre l'image en plongée sur Zola : « *Vous voyez quand même votre place aujourd'hui…* » Re-tollé : « *T'habites où, toi ?* » Fin de la réunion. Les tables de jeu prêtes n'ont servi à rien. Rien, c'est déjà ça. ■

Alexandre Michetoff

Yes we jerrycan

L'expo bidon à double fond

Des bidons scalpés, arrachés aux décharges béninoises, finissent œuvres d'art au Château. En zappant l'inventeur du trésor.

Ces scalps de bidons de 50 litres ont des airs de masques primitifs, de visages assemblés, la poignée pour le nez, l'orifice bouche béante. C'est très beau. Mais l'expo au château des ducs de l'artiste béninois Romuald Hazoumé bute sur un oubli : la filiation de son travail d'artiste, jamais évoquée. Curieux de la part des commissaires de l'expo, le mentor d'Hazoumé étant un autre artiste, moins connu mais quand même, Nantais de surcroît : Jacques-Yves Bruel par ailleurs connu pour avoir créé le sigle de la main jaune pour le mouvement « Touche pas à mon pote ». Hazoumé a 24 ans quand, en 1986, Bruel prépare une expo au Centre culturel français de Cotonou, où il présente des masques bidons en plastique de récupe, ramassés en Centrafrique et au Bénin. Un travail que Bruel a commencé quatre ans plus tôt. Cette forme de *ready made* du rebut, Hazoumé l'adopte donc après avoir été l'assistant de Bruel, pour qui il a récupéré dans les décharges ces résidus de jerrycans usagés.

Motus et bidon cousu

Ni l'expo de Nantes, ni le catalogue n'ont un mot, une référence, même pas un note en bas de page pour Bruel, pourtant connu à Nantes pour y avoir exposé cinq fois de 1990 à 1995, invité par les galeries Plessis et Cour 21. Critiquant la production de faux masques pour touristes, Bruel fera même réaliser par des artisans béninois des copies des têtes de bidons usagés, réalisés en bois blanc de fromager, le bois tendre qui sert justement à fabriquer de faux masques fétiches. Le travail de l'artiste qui « *fait les poubelles de l'Afrique* » s'amuse du jeu entre l'original et le double. Ironie du sort, c'est lui-même qui se voit évincé par son double. « *Bruel prend à contre pied l'apitoiement humanitaire, le didactisme développementiste, et l'exotisme primitiviste* », note l'anthropologue Olivier de Sardan dans le catalogue d'une expo Bruel à Martigues en 1993. Bruel jouait à inverser les liens Nord-Sud, collectant les rebuts de l'Afrique post coloniale, objets ultimes sans valeur, « *relief de plastique, degré zéro de l'économie* » comme disait Bruel. À ce recyclage ironique des rebuts, le marché de l'art a préféré un représentant plus politiquement correct.

Les masques tombés

Le catalogue vendu au musée du château des ducs parle de « *la pensée décoloniale* [qui] *remet en cause la vision eurocentrée de l'histoire mondiale* » et revendique « *l'émergence d'une pensée libre et indépendante* ». Certes, Bruel est Français, blanc, et Hazoumé Béninois, revendiquant ses racines yorubas. Mais l'oubli a déjà été relevé, rappelé par le milieu de l'art. Exposé au musée des Arts premiers du quai Branly en 2006, Romuald Hazoumé s'est pris une volée de bois noir pour son omission concernant Bruel. Un texte collectif signé par 33 collectionneurs, galeristes, directeurs de centres d'art contemporain et critiques d'art, publié par *Le Monde* dénonce l'omerta : « *En tant qu'amateurs de l'œuvre de Bruel que nous côtoyons dès ses débuts, il nous revient d'insister sur l'originalité et la pertinence de son travail. Et de nous élever contre le fait que la notoriété grandissante d'Hazoumé, loin de réhabiliter l'œuvre de Bruel à qui elle doit beaucoup, la maintient dans un injuste silence.* »

« *Les investisseurs blancs ont vu là une occasion supplémentaire de vendre du produit "art africain contemporain" avec une plus-value pour un grand nombre de repentants occidentaux* », explique à *Lulu* le critique d'art Ramon Tio Bellido, commissaire d'expos et ami de Jacques Yves Bruel, à qui il a consacré un ouvrage en 2013 où il écrit : « *L'invention de Jacques a été volée et exploitée par son assistant qui en a fait son lit de notoriété rentable, à l'heure de la mondialisation redistributrice* » (*Bruel l'Ancien*, édition TA)

Sollicités, les deux commissaires de l'exposition au Château des ducs, Bertrand Guillet et Krystel Gualdé, ont regardé leurs godasses : « *L'équipe du musée d'histoire de Nantes n'a rien à dire à ce propos* », répond leur attachée de presse, agacée par les questions de *Lulu*. Une parfaite réponse bidon. ■

Alfred Jerrycan

* Né en 1948 à Nantes, mort en 2010 à Toulouse.

We Transfert

Motus fréquentation

À Rezé, le site culturel temporaire Transfert pratique l'urbanisme sans chiffre.

Cet été, la fréquentation de Transfert restera une inconnue. La zone tampon au service du calendrier des aménageurs se la joue discrète. La question agace la directrice adjointe de l'asso Pick Up, qui gère pendant cinq ans cette occupation estivale du terrain des anciens abattoirs de Rezé en attendant le programme immobilier*. « *Cette culture du chiffre n'est pas la nôtre. Nous sommes des acteurs culturels, pas des producteurs de statistiques* » (*Ouest-France*, 25/09). Après la première édition en 2018, les chiffres étaient pourtant claironnés : 172 000 visites. L'été 2019, bam !, moins 30 % de fréquentation... Puis badabam !, une chute à 50 000 visites, l'été d'après le confinement. Et pas mieux cette année, apparemment. Gênant pour un projet archi subventionné, gentrifriche culturelle, qui a déjà palpé 6,8 M€ d'argent public, près de 79 % du budget de fonctionnement, avec les financements du Crédit agricole, du fonds de dotation Charier (le casse-cailloux pour les routes et le BTP) et du promoteur Cogedim, très intéressés par cette opération d'« *urbanisme transitoire* » avant la phase bulldozer de la Zac Pirmil-Les-Isles**. Il faut pourtant battre le transfer pendant qu'il est chaud. ■

* Transfert de fonds, *Lulu* n°101, juillet 2018.

** Convention d'occupation précaire entre Nantes métropole et Pick Up production du site des anciens abattoirs de la ville de Rezé jusqu'à fin décembre 2022.

Débinette

Cabale de jardin

Un vieux bineur de patates menacé d'expulsion de la parcelle qu'il loue à la ville. C'est quoi, ces salades ?

« *Non, je n'ai pas préparé le terrain pour les fèves et les patates d'hiver. C'est pourtant le moment* », lâche Mohamed Sehla, bientôt 80 ans. Depuis 23 ans, ce chibani à moustache blanche bine la parcelle n°4 du jardin des Chaupières, entre le Vieux Doulon et le périf. Tomates, aubergines, potirons et ciboulette, carré de menthe, tout pousse auprès du figuier d'Algérie, de la vigne d'Italie, du pommier et de pêcher qu'il a plantés, sous l'épouvantail en bleu de travail. « *Ah lui, pour protéger, il est pas très capable* », dit-il en reluquant le mannequin par en-dessous.

Il n'a pas le moral, monsieur Sehla. On veut l'expulser et l'obliger à arracher ses légumes et ses plantations, sous prétexte qu'il a déménagé de Nantes à Saint-Sébastien. C'est vrai, le règlement prévoit que les lopins à légumes ne sont dévolus qu'aux résidents à Nantes. Mais il a changé d'adresse il y a seize ans, et ça n'avait jamais posé de problème jusqu'ici. Partir ? Un crève-cœur. « *Franchement, après 23 ans, pour ce qu'il me reste à vivre...* » Pourquoi le virer alors qu'il y a autour des parcelles en friches ? « *C'est le règlement. C'est réservé aux Nantais. Il y a six ans de liste d'attente... Il n'a qu'à faire une demande à Saint-Sébastien où il n'y a que deux ans d'attente* » lâche la présidente de l'association des jardins familiaux. Mais, à son âge, repartir à zéro, il n'en a pas la force...

Sa saison 2

Frigoriste dans les supermarchés et les abattoirs pendant un quart de siècle, il est déclaré inapte au travail après un accident professionnel. Le jardin a été sa deuxième vie. Il y passe la plupart de ses journées. « *Ici, c'est mon espace de liberté, je viens vers 9h, je travaille avec plaisir, doucement. J'amène mon casse-croûte, j'ai un matelas pour la sieste, et l'été je repars à la nuit qui tombe. Ici je me retrouve bien, je respire mieux, c'est comme une thérapie... À la maison, c'est pas très bien, depuis longtemps. Au jardin, je suis bien content. Et je donne plus que je ramasse pour moi. Je distribue des figues à tous ceux que je connais. Un gars a voulu me donner dix euros. J'ai dit si c'est comme ça, je reprends tout... Un autre me dit un jour qu'il veut m'acheter des fèves. J'ai répondu : "Non !… Mais amène-moi un sac". Et je lui ai rempli de fèves.* »

Prévue à la mi-juin, l'expulsion a été reportée à fin octobre mais, quinze jours après cette date fatidique, il ne s'était rien passé. Jointe par *Lulu*, la présidente de l'association des jardins familiaux de Nantes prétend qu'il « *fout le bordel* », sans avoir rien de concret à reprocher. Soupçonneuse, elle est même allée vérifier chez lui à Saint-Séb' s'il n'avait pas un jardin secret... Des fois qu'il cultiverait à gogo.

Carotte d'adresse

Sur le terrain, auprès des jardiniers, cette présidente n'est pas très populaire : « *Elle a commencé par supprimer le bar du local commun* », « *Ici, elle n'a pas beaucoup d'amis* », « *Elle est psychorigide, on peut pas discuter avec elle* », « *Quand je lui dis bonjour, elle tourne la tête* ». L'association qu'elle mène chapeaute onze sites appartenant à la ville mais ne traite que les affaires courantes, même pas les attributions de parcelles, ni la réparation des cabanes, le parking et les poubelles, qui sont gérés par les services municipaux. Le peu qui reste laisse un petit pouvoir de caporale cheffe. Qui se lâche : « *Pff, quand on carotte sur son adresse, quand on a une serre qui dépasse de loin la surface autorisée, que son terrain est une déchetterie, faut pas s'étonner... Les vieux se croient tout permis, ils ne paient pas, ils n'en ont rien à cirer, ils démontent les clôtures, se font des résidences secondaires, ou plantent plein d'arbres sur leur parcelle, alors qu'un seul est autorisé ! Le jour où ils meurent, on ne trouve qu'ombre et racines... La mairie et l'association ont été trop laxistes : on est censé contrôler, on ne le fait pas, et ça tourne au désastre. Quant à l'expulsion de M. Sehla, je suis dessaisie de l'affaire. Voyez avec la mairie.* »

Pour l'élue EELV aux jardins familiaux et partagés, Delphine Bonamy, « *si la Ville de Nantes comprend tout à fait l'attachement de M. Sehla à cette parcelle, (...) il n'en est pas propriétaire, ne détient aucun droit au maintien dans les lieux* ». Hop ! À dégager. La préférence communale s'applique avec la fermeté qui s'impose. L'règlement, c'est l'règlement : « *Il aurait été inéquitable de privilégier M. Sehla vis-à-vis des autres jardiniers qui ont déménagé et se conforment aux règles en redonnant leur parcelle.* » Donc pas question de « *commettre une rupture d'égalité entre les usagers* ». L'inéquitable, la rupture d'égalité, ça se plante à quelle saison ? ■

Émile Diou

Fac simili

50 vœux pour l'égalitée à l'universitée

L'égalité femmes hommes à la fac : un plan, du papier, du blabla.

Le plan de cinquante actions pour l'égalité femmes-hommes pondu en mai dernier à l'université de Nantes prévoit, rubrique « *recrutement, carrière et rémunération* », mesure 23 : « *Favoriser la carrière des femmes en encourageant le tutorat* ». C'est sympa que ces femmes pas très capables puissent compter sur une aide pour apprendre à être à la hauteur. Mesure louable, mais combien coûte la location d'un tuteur ?

La mesure 25 vise à « *élaborer et mettre en œuvre une charte des temps pour mieux concilier vie professionnelle et vie personnelle* ». La mesure 27 prétend « *engager une réflexion sur la facilitation des modes de garde pour les personnels et les étudiants-parents* ». Mais à part ces vagues intentions, un truc concret, la création sur le campus d'une pouponnière pour les jeunes parents travaillant à la fac, est refusée par la présidence de l'Université. « *Une crèche à l'Université de Nantes ?... Mais pourquoi faire alors que nous avons un superbe plan de l'égalité professionnelle rangé dans les fonds de tiroir dont il ne sortira pas !* », ironisent les syndicats CGT et Sud. Pour la crèche, une étude a pourtant été demandée au groupe Babilou, multinationale française présente dans 13 pays, Chine, USA, Dubaï, etc. et dont le capital est partagé entre les créateurs de la boîte, la Société générale et le fonds d'investissement américain TA Associates, basé dans l'État paradis fiscal du Delaware, USA. Pas très raccord avec l'affichage éthique de l'université et sa promesse de service public. Torchée fin 2019, l'« *étude* » demandée à Babilou écarte de fait toute solution associative en s'adressant à un industriel de la garderie. Elle a été transmise aux syndicats à la rentrée derniere. Babilou a fourni un power point bâclé : sept diapos reprenant les chiffres fournis par la fac, trois autres vantant les mérites de Babilou. Depuis, de crèche, il n'est plus question. Le plan d'actions exclut ce genre d'action.

Ce plan plein de bonnes intentions produira des constats et tableaux d'évaluation chiffrées, mais « *pas de mesure concrète, pas de priorités clairement définies, rien d'engageant* », analyse le syndicat Sud qui souligne que l'intention du plan d'action d' « *empêcher les bastions masculins d'exister* » est parole en l'air, puisque le projet Nantes Université s'associant à l'École centrale, au CHU, « *va favoriser des bastions de recherche masculins en concentrant ses objectifs sur les domaines de la santé et de l'industrie du futur* ».

Le plan ne prévoit pas d'engager une réflexion visant à favoriser une facilitation à un accès tutoré aux messieurs souhaitant faire une thèse de doctorat en mécanique des fluides ciblant l'industrie de la couche culotte. ■

Carine Bernique

Sainteté numérique

Selon le jargon en vigueur, « *l'écosystème numérique et créatif nantais* » s'est doté d'un « *lieu totem* » dans une ancienne halle de l'usine Alstom sur l'Ile de Nantes. Totem ? Si on donne un sens aux mots, c'est soit une bestiole mythique devenue emblème vénéré, soit une « *chose sacrée à qui est vouée un respect quasi religieux* »*. *Ouest-France* parle de « *temple de l'économie numérique locale* ». L'« *hôtel d'entreprise* » a été inauguré le 16 septembre, pile le jour de la fin de la fête aztèque du xocotl huetzi, qui honore les défunts les plus révérés. Vénération, révération, le numérique reste-t-il compatible avec la laïcité ? ■

* Selon le Centre national de ressources textuelles et lexicales.

Coco rico

L'emblème de la French tech, c'est un coq, rouge, fiérot, un peu idiot. Un coq, quoi. Nantes arbore ce label comme une décocoration unique, pourtant partagée avec 121 villes et cocommunautés en France et dans le monde. Les Nantais de l'écocosytème sont hyper fiers d'en être. Cocoricomme tout le monde. ■

Cessez-le-feu suspect

Le type, son truc, c'est de balancer des machins par la fenêtre de chez lui. Sur les gens en bas. Un pot de fleurs par-ci, un paquet de pâtes par-là (nouilles qui ratent leur cible, des flics au bas de l'immeuble). Jusqu'à ce que les pompiers viennent forcer sa fenêtre, appelés par « *les voisins s'inquiétant de ne plus recevoir de projectiles* » (*Ouest-France*, 13/10). Ne plus se choper de munitions hétéroclites sur la tronche, c'est ça, la vraie insécurité. ■

Voyage sur place

L'IUT de Carquefou a déploré qu'un de ses parkings soit occupé par des gens du voyage. La situation a été qualifiée de « *difficile* » par le dirlo : « *Il y a des enfants qui rentrent dans nos bâtiments, simplement pour jouer* » quand « *les étudiants ne peuvent pas stationner où ils veulent* » (*Presse-O*, 25/04). Accessoirement, la commune de Carquefou est en infraction, n'ayant pas d'aire d'accueil dédiée aux gens du voyage. Recherche de solution : attacher les enfants, interdire les gens (le voyage, ça a déjà été tenté) ou aller à l'IUT à vélo ? ■

Maison des courants d'air

L'orgue de l'église nantaise Saint-Nicolas est patraque. La faute au temps : « *poussière accumulée lors des travaux, cinq ans de courants d'air permanents* » (*Ouest-France*, 15/05). Nous ne sommes que poussière, l'air de rien. ■

La voix du cabinet

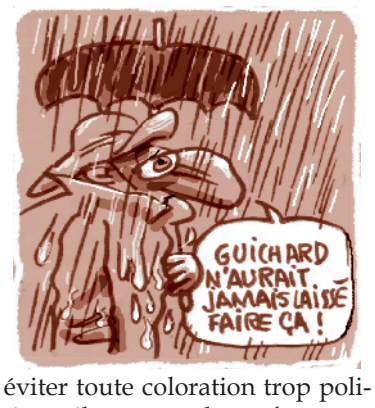
Après une vie de chef de projet dans la métallurgie, elle a ouvert un cabinet plein de trucs occultes : « *Pendant une séance d'hypnose, vous êtes installé les yeux fermés et vous écoutez ma voix. Je raconte des métaphores qui contiennent des messages cachés destinés à votre inconscient.* » (*L'Écho d'Ancenis*, 22/09). Et il faudrait la croire les yeux fermés. ■

Mètres cubes de blouses blanches

Une assistante ressources humaines parle de son boulot au service du personnel du CHU : « *Je suis habituée à travailler en volumétrie très importante* » (*Presse-O*, 07/10) Les salariés de l'hosto sont ravis d'être traités en cubage vivant. Du volumain, en somme. ■

Alea jacta ouest

« *Estivant baulois depuis plus de quarante ans* », Christophe se plaint dans le courrier des lecteurs sous le titre « *été pourri* » (*LaBaule+*, novembre 2021). Venu villégiaturer la deuxième quinzaine d'août, le grincheux trouve la station « *triste et grise, à l'image du temps* », et interpelle l'autorité locale : « *Que prévoit la mairie bauloise pour parer à ce type d'alea climatique ?* » On ne peut que suggérer de repeindre la météo en rose. Mais ça ferait peut être un peu trop socialiste. Bleu marine, alors ? Hmm... Pour



éviter toute coloration trop politique, il ne reste plus qu'à passer ses quinze jours de vacances la tête dans le sable. ■

Grand c...

Logorrhée

Carquefou a un nouveau logo. Et c'est ça qu'est fou.

Opération déringardisation. Carquefou est « *une ville où l'oxygène visuel est une règle urbaine* », écrit l'agence de com Wild&Slow qui a pondu le nouveau logo assorti de la devise « *Carquefou ville vivante, esprit vrai* ». Le logo prétend représenter « *un grand C, hyper équilibré, doucement imposant, qui a l'envergure pour être pérenne et pour porter une institution* ». En fait, un genre de ficelle de masque covid qui aurait perdu son masque. Une ville, ça ne tient qu'à un fil. ■

Nothing perso

Avant, on disait agence de rencontres. Mais agenceur, ou rencontreur, ça sonne mal. À Carquefou, l'agence La Clé de l'amour se dit « *coach de vie affective* » (*Presse-O*, 18/05). Objectif client : plaire au coach pour pas rester sur le banc de touche. ■

Y'a de la bus

Excédés par une déviation qui fait passer des dizaines de bus devant chez eux, des riverains d'une rue de Saint-Herblain ont braqué un bus de nuit et « *forcé les passagers et le chauffeur à en descendre* » (*Ouest-France*, 14/09).
Il vaut mieux descendre qu'être descendus. Tous les passagers de diligence savent ça. ■

Tapage riverurne

À Châteaubriant, la cabane du stade a brûlé. Rien à voir avec une rue « *coutumière d'incivilités* » en centre ville, mais quand même, suggère l'article : « *Il est constaté que la clientèle d'un bar est à l'origine de bagarres suffisamment bruyantes pour gêner les riverains.* » (*Presse-O*, 10/11) Il faut vite lancer une formation à la bagarre en silence, voire en bruit négatif. ■

Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro : Anis Mauresque, Bertrand Latouche, Émile&Tib, Fifine Lapafine, Frap, Fred Crayon, Gordon Gigotto, Irresponsab studios, Jeanne Morue, Jules de chez Smith, Nicolas de La Casinière, Olli, Pascale Hibrage, Pich, Ray Clid, Scifi Ach So, Sister Joan, Sophie Nasri, Yas, Zorba-le-Teck.

Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.

N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (c/o Sans Shérif, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutre à Leuleu.

Tirée à 1 000 exemplaires, faute de mieux pour l'instant, sur papier recyclé, par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Archives du journal : lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom:.....
Prénom :.....
Adresse :.....
.....
.....
Courriel :.....

chèque à l'ordre de
La Luttre à Leuleu
c/o Sans Shérif
18 rue Geoffroy-Drouet
44000 Nantes
ou abonnement en ligne
via lalettrealulu.com